



VENDREDI 8 MAI 2020

« 3 : nous sommes pris dans 3 pièges : épidémique, économique et énergétique. Nous ne gagnerons pas la guerre pour la survie de tous. »

\$ ÉCONOMIE \$

- ▶ **Les flux de pétrole provoquent une profonde dépression (Kurt Cobb) p.1**
- ▶ **Pourquoi le pétrole est essentiel à la survie des États-Unis p.5**
- ▶ **Un dernier HOURRA et une crise mondiale ! p.16**
- ▶ **Etats-Unis: La croissance du Pib Réel est négative depuis 2000 ! p.7**
- ▶ **Le nombre d'emplois perdus en avril a plus que doublé par rapport au nombre total d'emplois perdus pendant la dernière récession (Michael Snyder) p.8**
- ▶ **La dette nationale américaine a augmenté de 1 500 milliards de dollars en six semaines, pour atteindre 25 000 milliards de dollars. La Fed a monétisé 90% de la dette (Wolf Richter) p.11**
- ▶ **Démondialisation: Les États-Unis vont aider leurs entreprises manufacturières à quitter la Chine. (Charles Sannat) p.14**
- ▶ **La cour constitutionnelle allemande vient-elle de sceller le sort de l'euro et de l'Union ? p.16**
- ▶ **David Stockman sur la destruction des marchés financiers par la Fed et ce que cela signifie pour vous (Tyler Durden) p.18**
- ▶ **Les villes et les États en faillite obtiennent le désastre national qu'ils espéraient (John Rubino) p.24**
- ▶ **Une société totalement ouverte maintenant ? Vraiment ? (Mish) p.27**
- ▶ **Un délitement par tous les bouts qui semble irrésistible (François Leclerc) p.31**
- ▶ **Inflation ou déflation ? Le point de vue de Ronald Stöferle (Nicolas Perrin) p.32**
- ▶ **« Réponse de Thierry Breton aux juges allemands. Sans le marché unique, les industries allemandes et néerlandaises sont condamnées... ! » (Charles Sannat) p.34**
- ▶ **Vive les faillites, la mort sociale des propriétaires des entreprises inefficaces c'est la vie. (Bruno Bertez) p.38**
- ▶ **Quelles ont été les différentes réponses fiscales à l'effondrement économique qui est en cours (Bruno Bertez) p.39**
- ▶ **La dette américaine vient de dépasser les 25 trillions (Bruno Bertez) p.40**
- ▶ **Les GAFAM rendent 95% des valeurs du S&P500 parfaitement inutiles... (Philippe Béchade) p.41**
- ▶ **Le grand mythe des "petits gouvernements". (Brian Maher) p.45**
- ▶ **Devrions-nous nous taire ? (Bill Bonner) p.48**

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Les flux de pétrole provoquent une profonde dépression

Par Kurt Cobb, publié à l'origine par Resource Insights le 3 mai 2020

L'énergie n'est pas une marchandise parmi d'autres dans l'économie, c'est la marchandise. Sans énergie, rien n'est fait. Et le pétrole n'est pas seulement une forme d'énergie dans le complexe des produits énergétiques ;

c'est la source d'énergie dont dépend notre mode de vie moderne. En fait, c'est la principale source d'énergie qui circule dans les artères de l'économie mondiale.



Loin d'être une aubaine pour le monde, les prix ultra bas du pétrole indiquent que l'économie mondiale est à plat ventre - voire pire, à plat ventre avec deux jambes cassées.

Le géologue pétrolier et consultant Art Berman a récemment exposé le problème dans cet article. Berman est l'homme qui a prédit avec précision - dès 2008 - les pertes persistantes que le pétrole et le gaz de schiste produiraient pour les entreprises qui les exploitent. L'industrie du schiste a continuellement diffamé Berman pour son analyse au cours de la décennie suivante, alors même que l'industrie était en train de faire exploser 80 % du capital des investisseurs à partir de l'année dernière. Avec l'arrivée du coronavirus, le coup de grâs vient d'être livré à une industrie du pétrole et du gaz de schiste qui était déjà à genoux.

La chose la plus importante à comprendre à propos de la "surabondance" actuelle de pétrole est peut-être qu'elle n'est pas simplement le résultat d'une production de pétrole trop importante pour une économie qui bourdonne sur tous les cylindres. Elle est principalement le produit d'une économie infestée de coronavirus, dans laquelle la demande a chuté de 20 % en quelques semaines seulement. Comme le souligne Berman, la consommation américaine de pétrole est revenue, selon les estimations, à un niveau jamais vu depuis 1971.

L'énergie est la base même de l'activité économique. Il y a maintenant 20 % de pétrole en moins qui circule dans les veines de l'économie mondiale, et l'activité économique est étroitement liée à la consommation de pétrole. Par conséquent, l'activité économique doit être en baisse significative sur l'ensemble de la planète. La consommation de charbon est également en baisse, mais elle est plus difficile à mesurer en temps réel. Cette pièce suggère une baisse significative de la consommation de charbon en Chine. Et l'assainissement de l'air en Chine et dans pratiquement toutes les villes du monde suggère que l'on brûle beaucoup moins de tout ce que l'on appelle le carburant.

Il peut sembler que dès que les verrouillages prendront fin (et ils ont déjà pris fin en Chine), l'économie mondiale reprendra et reviendra rapidement à son ancien rythme. Avec le recul, on se souviendra de notre expérience récente comme d'un congé de deux mois.

La consommation d'énergie dans le monde entier sera l'une des indications de cette évolution. À titre de comparaison, l'Administration américaine de l'information sur l'énergie rapporte que la baisse de la consommation mondiale de produits pétroliers raffinés entre 2007 et fin 2009 a été de 1,5 %, période désormais appelée "Grande crise financière" (GFC). La consommation mondiale totale d'énergie au cours de la même période a en fait augmenté de 0,2 % (bien qu'elle ait diminué de 1 % entre 2009 et 2010). Nous envisageons actuellement une baisse de la consommation d'énergie vingt fois supérieure à celle du pétrole et probablement

plusieurs fois supérieure à celle de la consommation totale d'énergie. Les derniers chiffres de la consommation de produits pétroliers raffinés aux États-Unis n'incitent pas à l'optimisme.

Il n'est pas du tout évident de savoir comment, dans ces circonstances, nous pourrions maintenant retrouver notre niveau d'activité économique antérieur plus rapidement qu'après le GFC, comme certains le prédisent.

Les gens et les entreprises achètent et utilisent de l'énergie (et les produits qu'il faut produire) lorsqu'ils sont confiants dans leurs perspectives. Je doute que la confiance nécessaire pour porter l'économie mondiale vers de nouveaux sommets revienne de sitôt. Notre bilan énergétique nous amène à cette conclusion et suggère également que l'économie mondiale doit encore se contracter avant même qu'une lente reprise puisse s'amorcer.

* * * * *



Bernard Monot: "On va dans le Mur,.. Nous sommes à la veille d'une Crise de la Dette dans la Zone Euro ! Préparons-nous à une Banqueroute Généralisée car ce système est pourri et va imploser !!"

Publié le 7 mai 2020 à 01:36:09 / 3 commentaires / 59 vues

L'ancien député européen et stratège économique Bernard Monot a analysé à notre micro les dessous et la réalité de cette crise économique et financière... Lire la suite



Jeroen Blokland: "Vraiment Hallucinant ! 10 ans de créations d'emplois aux USA, effacé en seulement 1 mois !!"

Publié le 7 mai 2020 à 00:35:13 / 0 commentaire / 34 vues

Jeroen Blokland: "Vraiment Hallucinant ! Les entreprises américains ont supprimé 20 millions d'emplois sur le mois d'Avril selon ADP. 10 ans de... Lire la suite

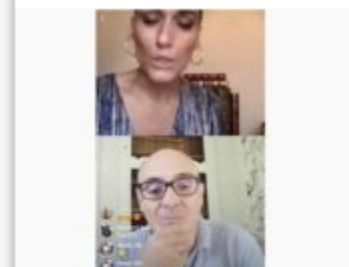


Tout comme en 1929,... L'économie était en pente descendante mais la bourse explosait constamment des records... Un peu comme aujourd'hui non ?

Publié le 7 mai 2020 à 00:08:44 / 1 commentaire / 60 vues

Étalon OR: "Tout comme en 1929 avant la grande dépression qui a duré 10 ans, entraînant pauvreté extrême, famille et destruction de richesse. L'économie...

Lire la suite



Olivier Delamarche: "On est en train d'assister à une japonisation des banques centrales ! Elles rachètent tout avec de la monnaie de singe"

Publié le 6 mai 2020 à 23:28:59 / 0 commentaire / 60 vues

Olivier Delamarche est analyste financier et fondateur des Econoclastes. Aujourd'hui, il nous livre sa vision du Coronavirus et répond, sans langue de

bois, à cette... Lire la suite



Alexandre Baradez: "En Allemagne, plus forte chute des commandes industrielles depuis juillet 1975 !"

Publié le 6 mai 2020 à 23:19:15 / 0 commentaire / 45 vues

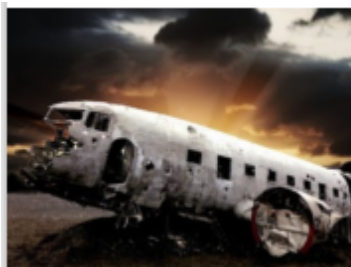
Alexandre Baradez: "En Allemagne, plus forte chute des commandes industrielles depuis juillet 1975 !" Charles Gave: "Ce que je me tue à dire aux gens, c'est... Lire la suite

La vague "biblique" de faillites est sur le point d'inonder les États-Unis



Ça va devenir très moche.

6 MAI 2020 16H45



Covid-19: le crash des compagnies aériennes

Publié le 7 mai 2020 à 13:00:24 / 2 commentaires / 35 vues

Alors que la France a annoncé son entrée en récession mercredi 8 avril, le secteur aérien est durement touché. Certaines compagnies aériennes risquent de mettre la clef... Lire la suite



Démondialisation: Les États-Unis vont aider leurs entreprises manufacturières à quitter la Chine.

Publié le 7 mai 2020 à 14:00:36 / 0 commentaire / 0 vues

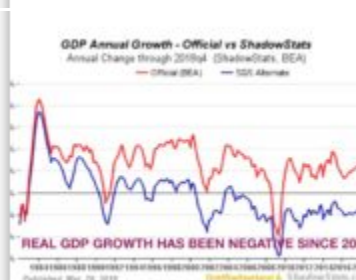
Avant hier je vous parlais de cette histoire où les Etats-Unis accusent Pékin d'avoir laissé échapper le virus du laboratoire de Wuhan. D'autres en Chine murmurent que... Lire la suite



Airbnb licencie 25% de ses employés dans le monde

Publié le 7 mai 2020 à 12:00:09 / 0 commentaire / 38 vues

Plus rien ne va pour Airbnb qui vient d'annoncer le licenciement d'un quart de ses employés dans le monde. Les prévisions de revenus de la plateforme de location entre... Lire la suite



Etats-Unis: La croissance du Pib Réel est négative depuis 2000 !

Publié le 7 mai 2020 à 06:00:35 / 0 commentaire / 71 vues

En se basant sur l'inflation réelle (ShadowStats), la croissance du PIB réel a été inférieure à 2% par an depuis 1990. Depuis 2000, la croissance du PIB réel aux... Lire la suite



Covid-19 le secteur de l'immobilier en crise !

Publié le 7 mai 2020 à 07:00:51 / 1 commentaire / 134 vues

Avec le confinement, le marché immobilier s'est arrêté du jour au lendemain. Mi-mars, 100 000 transactions étaient engagées, le gouvernement tente de débloquer la... Lire la suite

Pourquoi le pétrole est essentiel à la survie des États-Unis

Par Gregory R. Copley - 6 mai 2020, OilPrice.com/

Rig

Un mot encore sur les plans de Pékin avant et pendant la crise de 2020. Cette crise devait être le point central du Parti communiste chinois. Si la République populaire de Chine (RPC) ne pouvait pas concurrencer économiquement les États-Unis selon les termes de l'"ordre mondial fondé sur des règles" créé par l'Occident, il faudrait alors modifier ces termes d'engagement.

Si l'économie de la RPC ne pouvait pas se développer selon les termes définis par l'Occident, alors les économies de l'Occident devraient être réduites. La crise de 2020 pourrait potentiellement "égaliser les chances" : aplatir le terrain de l'engagement stratégique.

La crise de 2020 a également eu pour conséquence de réduire une demande mondiale d'énergie déjà faible, en particulier les combustibles fossiles qui sont devenus le principal moteur de la croissance économique mondiale. Le pétrole, en particulier, a été le grand soutien de la croissance du XXe siècle.

En raison de la baisse de la demande de pétrole et de gaz, les États qui dépendent principalement de l'exportation de combustibles fossiles verront - comme le prouve la crise de 2020 - une réduction catastrophique de la demande du marché et donc une réduction de la valeur de leurs exportations. Cela signifie que la première victime de la crise sera les États dont la richesse et le pouvoir dépendent de la vente de pétrole et de gaz.

Parmi eux se trouvaient la plupart des États membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Mais pas tous. Et tant que Pékin serait en mesure de stopper ou de modifier l'"ordre mondial fondé sur des règles" défini par l'Occident, les États concernés verraient leur âge d'or éclipsé.

Mais, encore une fois, pas toutes : des sociétés anciennes et bien établies comme la Perse (Iran) et la Russie, bien qu'endommagées, conserveraient leur viabilité en raison des modèles sociaux historiques et d'un niveau de diversification des modes de survie économique. Elles disposaient de bases agricoles et manufacturières solides, d'économies nationales de consommation et pouvaient au moins bénéficier de leurs propres coûts pétroliers peu élevés. L'avenir, cependant, devait devenir, pour eux, moins expansionniste et davantage axé sur la reconstruction de la sécurité de leurs propres États-nations.

Pour Pékin, cela signifiait que la Russie pourrait être humblement amenée à faire preuve d'une véritable supplication envers la RPC, à devenir un État tributaire de l'Empire du Milieu.

Cette ère de "pétrole et de gaz bon marché" - non durable pour les producteurs - aurait sans doute pu être considérée comme la suppression d'un des obstacles au coût de la croissance économique... à moins que

l'insoutenabilité économique de la production de combustibles fossiles ne signifie qu'ils ne sont plus facilement disponibles. Cette situation aurait bien sûr, et dans des circonstances normales, entraîné automatiquement une hausse cyclique du prix du pétrole et du gaz... À moins que la demande ne reste faible parce que Pékin a réussi à continuer de freiner la croissance économique mondiale pour ses propres raisons stratégiques.

Il ne fait aucun doute, même en 2020, que la dépression économique à court terme sera partiellement surmontée et qu'une certaine reprise de la demande d'énergie sera évidente à court terme. Les prix commenceraient à augmenter un peu de façon intermittente, mais pas assez pour rétablir la situation économique de l'Arabie saoudite, du Koweït, des Émirats arabes unis, du Venezuela, du Nigeria, de l'Angola, etc.

Leur sort allait, à des degrés divers, devenir incertain une fois leurs fonds souverains épuisés.

Mais à quel prix pour le monde ?

Mon ancien collègue, mentor et partenaire, Stefan Possony, m'a dit en 1972 - et je suis sûr qu'il l'a écrit quelque part dans les pages de nos publications sur la défense et les affaires étrangères - que toutes les grandes puissances (et notamment Rome) ont été désignées au cours de l'histoire comme étant les utilisateurs d'énergie les plus prodiges de leurs époques respectives.

C'est ce "gaspillage" d'énergie qui a permis la création d'un avantage stratégique. De la préparation de régimes alimentaires plus sains à la création d'une lumière suffisante pour prolonger les heures d'apprentissage et de production. Et certainement pour forger de meilleurs métaux, de la création du bronze à partir du cuivre et de l'étain, à la fusion du fer à la création de l'acier, etc.

Possony, et le co-auteur Jerry Pournelle, en 1970, ont expliqué comment, malgré leur avantage en termes de ressources et de capacité technique, les États-Unis étaient à la traîne de l'Union soviétique dans des domaines clés de la guerre technologique. Et pourtant, en 20 ans, les États-Unis étaient devenus la puissance stratégique dominante et l'URSS s'était effondrée. Cela s'explique en grande partie par le fait que les États-Unis pouvaient être prodiges dans les ressources sous leur commandement.

La protection et le développement continus des ressources américaines de pétrole de schiste est donc une priorité essentielle de la sécurité nationale des États-Unis dans l'espace post-COVID-19, et il ne serait pas illogique pour Washington d'isoler la situation énergétique des États-Unis afin qu'un approvisionnement national stable de pétrole et de gaz reste économiquement viable pour les producteurs commerciaux.

La question est donc de savoir si les États-Unis et leurs alliés se laissent réduire à cette occasion en raison de l'adoption de stratégies qui embrassent la réduction de la consommation d'énergie. Il est clair que la RPC a tout intérêt à ce que le monde adhère aux accords de Paris, qui limitent effectivement l'utilisation des combustibles fossiles. Or, la RPC n'adhère pas à ces accords, qu'elle défend pour tout le monde sauf pour elle-même. C'est pourquoi Pékin demande à être exempté des Accords de Paris parce que la RPC, selon ses propres termes, n'est pas encore une "nation développée".

Que nous promet donc le "nouvel ordre mondial fondé sur des règles" de Pékin si son premier ordre d'effet est d'assurer un déclin des niveaux économiques du monde simplement pour que Pékin puisse émerger au sommet du tas - même pas une montagne vertigineuse - de la croissance humaine ?

La maxime de Pékin à son entrée et à sa sortie de la crise de 2020 était que pour réussir, tous les autres doivent échouer.

Un dernier HOURRA et une crise mondiale !

Source: or.fr Le 07 Mai 2020



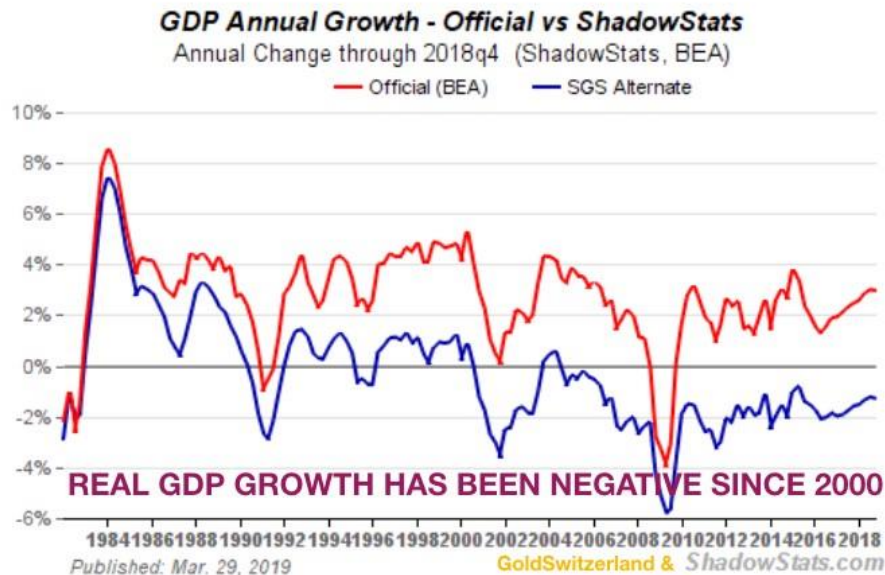
L'inévitable crise financière approche à grands pas. Un dernier Hourra pour les actions est encore possible. Cela pourrait se terminer brusquement ou prendre quelques mois. Nous assisterons au plus grand marché baissier séculaire de l'histoire.

Le prochain mouvement haussier de l'or se profile. Il est encore possible d'acheter de l'or et de l'argent à des prix raisonnables. Mais nous rencontrons déjà des pénuries d'argent. Il ne reste donc pas beaucoup de temps pour protéger son patrimoine avec des métaux précieux. Lorsque les vendeurs à découvert voudront se couvrir et demanderont la livraison physique, il n'y aura plus de métaux disponibles. Je conseille aux investisseurs de ne pas attendre ce moment.

Etats-Unis: La croissance du Pib Réel est négative depuis 2000 !

Source: or.fr Le 07 Mai 2020

En se basant sur l'inflation réelle (ShadowStats), la croissance du PIB réel a été inférieure à 2% par an depuis 1990. Depuis 2000, la croissance du PIB réel aux États-Unis est négative. Pour une raison évidente. Les États-Unis ont imprimé 4 \$ pour augmenter le PIB nominal de 1 \$. Mais le chiffre nominal n'a aucun sens puisqu'il n'a été atteint qu'en imprimant 13 000 milliards \$ de faux billets sans valeur. Comment peut-on croire qu'il est possible de créer de la richesse en fabriquant de l'argent à partir de rien ? Si un individu imprimait de faux billets, ce serait considéré comme une fraude et il finirait en prison.



Le nombre d'emplois perdus en avril a plus que doublé par rapport au nombre total d'emplois perdus pendant la dernière récession

par Michael Snyder le 6 mai 2020



Oui, vous avez bien lu ce titre. Le ralentissement économique de 2008 et 2009 est souvent appelé "la Grande Récession" parce que les États-Unis n'avaient pas connu de douleur économique de cette ampleur depuis la Grande Dépression des années 1930. Des millions d'Américains ont perdu leur emploi, les défauts de paiement des prêts hypothécaires ont grimpé en flèche et Wall Street a été ébranlée. Mais si les choses étaient mauvaises lors de la dernière récession, elles sont encore pires aujourd'hui. Dire que ce à quoi nous assistons est "sans précédent" ne lui rend pas justice, car ce qui arrive à l'économie américaine en 2020 est vraiment, vraiment horrifant, et beaucoup pensent que ce que nous avons vécu jusqu'à présent n'est que le début.

L'ADP suit les salaires du secteur privé aux États-Unis depuis de très nombreuses années, et chaque mois, son rapport sur les salaires est examiné très attentivement par les économistes.

Avant cette année, le pire mois de l'histoire du rapport de l'ADP a été février 2009, lorsque 834 665 emplois ont été supprimés dans le secteur privé américain. Inutile de dire que ce vieux record vient d'être complètement pulvérisé...

Les entreprises privées ont supprimé plus de 20 millions d'emplois en avril, alors qu'elles ont procédé à des licenciements dans le cadre d'un arrêt de travail provoqué par un coronavirus qui a mis hors service la majeure partie de l'économie américaine, selon un rapport publié mercredi par l'ADP.

Au total, la baisse a atteint 20.236.000, ce qui est sans doute la pire perte de l'histoire de l'enquête remontant à 2002, mais pas autant que les 22 millions que les économistes interrogés par Dow Jones attendaient. Le précédent record était de 834 665 en février 2009, dans le contexte de la crise financière et de la Grande Récession qui l'a accompagnée.

Cela signifie donc que le nombre d'emplois salariés privés perdus aux États-Unis le mois dernier était plus de 24 fois supérieur au précédent record historique.

En fait, le nombre d'emplois privés perdus le mois dernier a plus que doublé par rapport au nombre total d'emplois perdus pendant la dernière récession...

"Des pertes d'emplois de cette ampleur sont sans précédent", a déclaré Ahu Yildirmaz, co-directeur de l'Institut de recherche ADP, qui compile le rapport en collaboration avec Moody's Analytics. "Le nombre total de pertes d'emplois pour le seul mois d'avril a été plus du double du nombre total d'emplois perdus pendant la Grande Récession".

Nous n'avons jamais vu un pic de chômage comme celui-ci auparavant, et nous ne verrons peut-être plus jamais un pic de ce genre.

Bien sûr, certaines personnes n'ont pas tardé à me rappeler que nombre de ces pertes d'emploi sont "temporaires" et que des millions d'Américains vont bientôt retrouver du travail.

Oui, lorsque les États commenceront à mettre fin à leur verrouillage, l'économie américaine retrouvera des millions d'emplois qui ont été perdus.

Mais il y a aussi des millions d'emplois que nous ne retrouverons jamais. Ce qui suit est tiré d'un article de Bloomberg intitulé "Les licenciements commencent à passer du temporaire au permanent dans toute l'Amérique"...

Beaucoup de licenciements qui, il y a un mois à peine, étaient qualifiés de "temporaires" sont maintenant qualifiés d'"indéfinis" ou de "permanents". Parallèlement aux annonces de réductions de personnel massives par de grands employeurs tels que Boeing Co. et U.S. Steel Corp. et à l'accélération de la réduction des effectifs dans la vente au détail de briques et de mortier, ces avis sont le signe que, même si les entreprises continuent d'espérer une reprise rapide, elles commencent à planifier une reprise lente.

Je connais personnellement un certain nombre de personnes qui ont perdu leur emploi de façon permanente, et vous aussi probablement.

Cette semaine, nous avons appris que Lord & Taylor prévoit de lancer le processus de liquidation, et que tous ses employés seront bientôt à la rue de façon permanente...

Le vénérable détaillant américain Lord & Taylor prévoit de liquider les stocks de ses 38 grands magasins une fois que les restrictions visant à freiner la propagation du coronavirus auront été levées, alors qu'il se

prépare à une procédure de faillite dont il ne s'attend pas à sortir, ont déclaré mardi des personnes connaissant bien le sujet.

Les préparatifs de Lord & Taylor pour liquider ses stocks dès la réouverture de ses magasins offrent une fenêtre sur l'avenir sombre d'un détaillant très en vue - une chaîne de grands magasins fondée en 1826 et présentée comme la plus ancienne des États-Unis - qui ne s'attend pas à survivre aux retombées économiques de la pandémie.

Mais surtout, nous sommes sur le point d'assister à une vague de faillites de petites entreprises aux États-Unis qui éclipsera tout ce que nous avons déjà vu dans notre histoire.

Les gouverneurs de toute l'Amérique peuvent mettre fin aux mesures de verrouillage, mais ils ne peuvent pas ordonner aux gens de sortir et de dépenser de l'argent. Pendant de nombreux mois à venir, la crainte de COVID-19 va empêcher des millions de consommateurs de reprendre leurs activités économiques normales, et les petites entreprises de tout le pays vont donc être confrontées à une forte réduction de leurs revenus dans un avenir prévisible.

Il va sans dire que beaucoup d'entre eux ne s'en sortiront pas et que ceux qui échoueront devront laisser partir tous leurs travailleurs. Dans un article que je viens de publier, j'ai parlé d'une nouvelle enquête étonnante qui a révélé que 52 % des propriétaires de petites entreprises aux États-Unis "s'attendent à ce que leur entreprise soit fermée dans les six mois".

Il s'agit de millions d'entreprises qui pourraient bientôt dire au revoir à tous leurs employés pour de bon.

Les grandes entreprises ont les ressources nécessaires pour traverser une récession prolongée, mais la plupart des petites entreprises ne les ont pas. Il est déjà difficile d'essayer de gérer une petite entreprise rentable même lorsque les conditions sont idéales, mais cette pandémie a rendu cette tâche presque impossible dans de nombreux cas.

Donc oui, l'économie américaine va récupérer une partie des emplois qui ont été perdus pendant les fermetures, mais nous allons aussi continuer à perdre d'autres emplois dans les mois à venir.

Je sais que beaucoup de mes lecteurs sont très désireux de revenir à la "normale", mais nous devons nous rendre compte que la "vieille normalité" a disparu.

Au lieu de cela, une "nouvelle normale" commence à émerger, et mardi, le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a averti que nous n'y arriverons pas complètement "tant que nous n'aurons pas l'immunité et un vaccin"...

Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a déclaré que de nombreux comtés de l'État se préparent à rouvrir le commerce de détail pour la collecte sur le trottoir vendredi, et que le maintien des mesures d'éloignement physique sera crucial pour réduire le risque de propagation du coronavirus.

"Nous ne retournons pas à la normale", a déclaré Gavin Newsom, qui a donné le point de presse de mardi depuis le site d'une entreprise de Sacramento appelée Display California. "C'est une nouvelle normale avec des adaptations et des modifications, jusqu'à ce que nous arrivions à l'immunité et à un vaccin".

Malheureusement, il est très peu probable que nous atteignons l'"immunité collective" aux États-Unis avant 2021, et la recherche d'un "vaccin" ne sera pas facile.

Si vous en doutez, faites quelques recherches et découvrez combien d'autres vaccins contre les coronavirus ont été couronnés de succès dans notre histoire.

Quand on vous dit qu'une solution facile est à portée de main, on n'est pas honnête avec vous.

Pendant ce temps, l'économie américaine implose littéralement tout autour de nous, et ce n'est que le début de nos ennuis.

La bonne nouvelle, c'est que COVID-19 n'est pas aussi mortel que beaucoup le prévoyaient à l'origine. Au lieu de millions de morts, le bilan final aux États-Unis ne sera probablement que de plusieurs centaines de milliers de morts.

Lorsque cette pandémie commencera à s'atténuer, profitez-en pour vous préparer à la suite des événements, car COVID-19 n'est certainement pas la pire chose à laquelle nous allons être confrontés.

La dette nationale américaine a augmenté de 1 500 milliards de dollars en six semaines, pour atteindre 25 000 milliards de dollars. La Fed a monétisé 90% de la dette

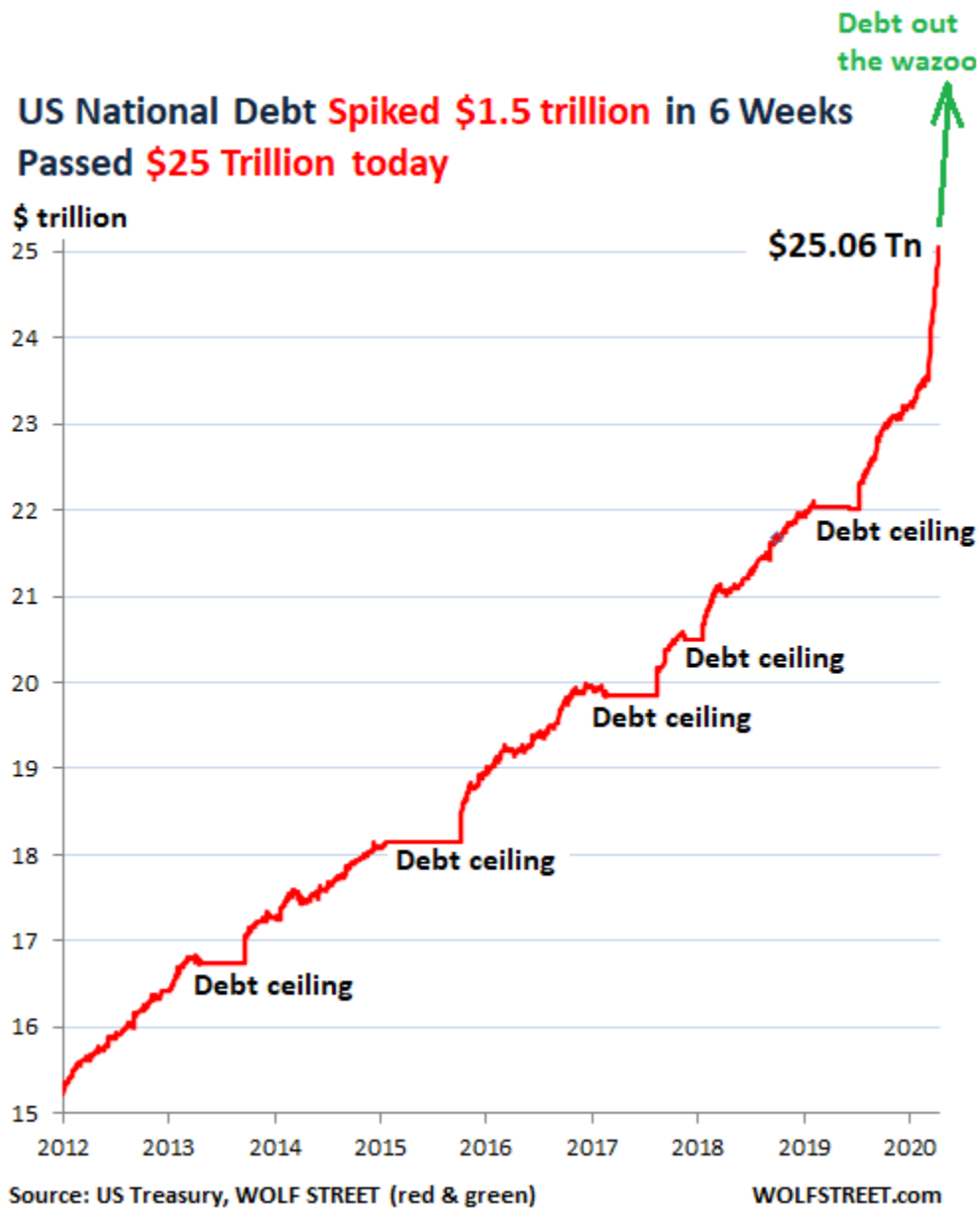
par Wolf Richter - 6 mai 2020

Je n'avais jamais imaginé que je verrais un jour ce genre de pic, bien que ces dernières années, j'ai ajouté une flèche montante avec "Debt out the wazoo" sur mes graphiques, sans réaliser à quel point ce terme technique serait exact.

Par Wolf Richter pour WOLF STREET.

La dette nationale brute des États-Unis - le total de tous les titres du Trésor en circulation - a bondi de 1,05 trillion de dollars avec un T au cours des quatre semaines depuis le 7 avril et de 1,54 trillion de dollars au cours des six semaines depuis le 23 mars, pour atteindre 25,06 trillions de dollars, a rapporté aujourd'hui le département du Trésor.

Ces billions passent si vite qu'il est difficile de les voir. WOOSH... Qu'est-ce que c'était ? Oh, juste un autre trillion. Les points plats du graphique sont les périodes où la dette a rebondi dans le plafond de la dette. Oui, c'était ces jours-là !



Je me lamente et me lamente sur la croissance fulgurante de la dette nationale américaine depuis 2011, le début de mon illustre carrière de moucheron dans le grand monde des médias financiers. Et pendant toutes ces années, je n'avais jamais imaginé que je verrais un jour une telle augmentation de la dette américaine, bien que ces dernières années, j'ai ajouté une flèche vers le haut et l'étiquette verte "Debt out the wazoo" à ces graphiques, sans réaliser à quel point ce terme technique serait exact.

La dette américaine a même augmenté à un rythme accéléré pendant la "meilleure économie de tous les temps", alors qu'il aurait dû y avoir un excédent et une réduction de la dette, afin que le gouvernement puisse s'endetter pendant les périodes difficiles.

J'ai écrit à l'époque, par exemple le 19 février, que la dette avait augmenté de 1,3 billion de dollars au cours des douze derniers mois pour atteindre 23,3 billions de dollars : "Mais c'est la bonne période. Et nous ne voulons même pas savoir à quoi cela ressemblera lors du prochain ralentissement économique".

Que nous voulions le savoir ou non, nous le savons maintenant et nous ne pouvons pas l'ignorer.

Et nous n'avons même pas eu besoin de nous asseoir longtemps sur le bord de notre chaise collective pour que le prochain ralentissement économique arrive. C'est plus qu'un simple ralentissement. C'est le plus important. Le cauchemar est devenu une réalité. Et se réveiller ou détourner le regard n'aide plus.

Le gouvernement a maintenant promulgué une série de mesures de relance totalisant environ 2,8 billions de dollars.

Phase 1 : 8 milliards de dollars, promulguée le 6 mars. Pour lutter contre la propagation du virus

Phase 2 : 100 milliards de dollars, promulguée le 18 mars. Crédits d'impôt pour les employeurs offrant des congés de maladie payés, plus augmentation des allocations de chômage et de l'aide alimentaire.

Phase 3 : 2,1 billions de dollars, promulguée le 27 mars. Le plus grand plan de relance jamais mis en place, éclipsant le plan de relance de 2009, qui ne s'élevait qu'à 800 milliards de dollars. La loi CARES comprend des dispositions visant à renflouer les investisseurs des entreprises américaines et des marchés financiers en général, directement et indirectement par le biais des Special Purpose Vehicles (SPV) de la Fed, auxquels les contribuables fournissent les capitaux propres nécessaires pour assumer la première perte.

Le paquet comprend des allocations de chômage supplémentaires, de l'argent gratuit pour les contribuables et les retraités, des fonds pour le système de santé, un peu d'argent pour les "petites entreprises" dans le cadre du programme de protection des salaires (PPP) qui a rapidement eu tendance à être versé à des entreprises pas si petites mais bien connectées, etc. Il s'agit d'un projet de loi énorme et complexe qui contient beaucoup de bonnes choses.

Phase 3.5 ou 4 : 484 milliards de dollars, promulguée le 28 avril. Rembourse le PPP et les prêts en cas de catastrophe économique, et envoie de l'argent aux prestataires de soins de santé, aux hôpitaux et pour les tests de dépistage des coronavirus.

Phases 5 et 4 : seront bientôt promulguées.

Soit environ 2 700 milliards de dollars pour l'instant. Au début, il y a eu une folle ruée de lobbying pour faire entrer toutes les dispositions favorites dans les projets de loi. Aujourd'hui, une folle ruée s'est ensuivie pour siphonner cet argent. Les milliardaires et les millionnaires seront imprimés, surtout s'ils sont bien branchés.

Et les lobbyistes sont très motivés pour faire passer encore plus de plans de relance au Congrès. C'est une occasion unique.

Et pendant que ces billions s'écoulent dans la nature, les recettes fiscales s'effondrent. La différence doit être compensée par des emprunts. Le Bureau du budget du Congrès a revu à la hausse son estimation du déficit fiscal pour 2020, qui s'élève désormais à 3 700 milliards de dollars. Il ne reste plus que cinq mois dans cet exercice fiscal. Ces billions vont donc devoir être empruntés à la hâte.

La Fed s'engage à monétiser 90 % de la dette supplémentaire.

Du 11 mars à son bilan publié jeudi dernier, la Fed a ajouté 1,39 trillion de dollars en titres du Trésor à ses actifs. Sur la même période, le département du Trésor a ajouté 1,54 trillion de dollars à l'encours de la dette. En d'autres termes, la Fed a - indirectement, comme c'est la règle d'or aux États-Unis - monétisé 90 % de cette dette supplémentaire. Nous vivons de l'argent imprimé, purement et simplement.

Mais cette dette a été fortement concentrée en début de période, la Fed ayant acheté pour 1,1 billion de dollars de bons du Trésor au cours des 3,5 premières semaines. Depuis, la Fed a fait marche arrière. La semaine dernière, elle n'a acheté que 62 milliards de dollars. Et il semble que le marché sera chargé de digérer une plus grande partie de cette dette.

Dans son dernier bilan, la Fed a abandonné les MBS, les prêts aux "SPV" sont restés stables pour la cinquième semaine et les pensions sont tombées en désuétude. La Fed n'avait toujours pas acheté de junk bonds, d'actions ou d'ETF. Mais cela a fait rêver Wall Street.

Démondialisation: Les États-Unis vont aider leurs entreprises manufacturières à quitter la Chine.

Charles SANNAT Source: [insolentiae](#) Le 07 Mai 2020



Avant-hier je vous parlais de cette histoire où les Etats-Unis accusent Pékin d'avoir laissé échapper le virus du laboratoire de Wuhan.

D'autres en Chine murmurent que ce virus aurait été apporté à Wuhan en novembre 2019 lors des jeux olympiques militaires par les soldats américains eux-mêmes suite à la fermeture provisoire, l'été dernier, de Fort Detrick, un centre de recherche médicale militaire américain et la lie à la détection d'une série de cas de gripes et de pneumonies qui ont suivi cette fermeture.

Tout ceci est clair comme du jus de chique vous l'aurez compris, et la première victime de la confrontation de titans entre la Chine et les Etats-Unis, c'est évidemment la vérité.

L'histoire est écrite par les vainqueurs, et en attendant, les Etats-Unis poursuivent leur agenda de suprématie et de leadership.

Avec des déductions fiscales, les États-Unis devraient aider leurs entreprises manufacturières à quitter la Chine.

« Le représentant Mark Green (R-Tenn.) est sur le point de présenter un projet de loi visant à aider les entreprises à transférer leur production de la Chine vers les États-Unis, alors que le pays s'efforce de se « découpler » du régime chinois en raison de la pandémie.

M. Green a déclaré au quotidien Epoch Times que son projet de loi à venir permettrait aux entreprises de déduire la totalité des dépenses d'investissement liées à la délocalisation de la Chine – appelées « dépenses immédiates » – afin d'inciter les entreprises à s'installer aux États-Unis. Le projet de loi paierait pour cela avec l'argent collecté des droits de douane américains sur les importations chinoises, a-t-il proposé.

L'idée de couvrir 100 % des coûts de déménagement a également été récemment approuvée par le conseiller économique de la Maison Blanche, Larry Kudlow, qui a déclaré que ce serait « une très bonne chose pour les entreprises américaines ».

Cette décision intervient alors que l'administration Trump s'efforce de réduire la dépendance de sa chaîne d'approvisionnement vis-à-vis de la Chine. La perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales par la pandémie et la mauvaise gestion de l'épidémie par le régime chinois ont poussé les États-Unis et d'autres pays à trouver d'autres bases de fabrication.

« Tout effort de découplage est ... judicieux pour nous, tant du point de vue économique que de celui de la sécurité nationale », a déclaré M. Green.

Il a déclaré que le projet de loi devait être présenté d'ici la fin de la semaine.

Protéger les actifs américains par des déductions fiscales.

Mais ce n'est pas tout, « M. Green a récemment présenté un autre projet de loi visant à empêcher la Chine d'acquérir des entreprises américaines vitales pour la sécurité nationale, le prix des actifs ayant baissé en raison de la pandémie.

Le programme SOS ACT (Secure Our Systems Against China's Tactics) de Green inciterait les Américains à investir dans des entreprises essentielles à la sécurité nationale en obtenant du Trésor public qu'il leur rembourse 50 % de l'investissement. De cette façon, si les investissements échouent, les investisseurs peuvent récupérer la moitié de leurs coûts initiaux, a déclaré M. Green. Pour financer cette initiative, le projet de loi mettrait de côté 10 milliards de dollars de la loi CARES, le plan de secours lié au virus ».

Et enfin faire payer Pékin

« Je pense que c'est un effort stratégique des médias pour faire porter à Trump la responsabilité de quelque chose qui n'est pas de sa faute », a déclaré M. Green. « La Chine aurait clairement pu arrêter cela. »

Selon lui, le fait que le régime n'ait pas révélé ce qu'il savait sur le virus au début, y compris sa contagiosité et sa gravité, signifie que les États-Unis ont pris des décisions basées sur des informations incomplètes.

M. Green a applaudi la décision de M. Trump d'interdire très tôt l'entrée en Chine aux voyageurs, une mesure qui a été critiquée par Pékin et l'Organisation mondiale de la santé à l'époque.

L'administration Trump envisagerait une série de mesures contre le régime à l'origine de la pandémie, notamment des sanctions, des restrictions commerciales et la suppression de la protection juridique de l'immunité souveraine, ce qui permettrait aux Américains de poursuivre Pékin devant les tribunaux américains.

M. Green soutient l'annulation des obligations de la dette américaine envers le régime comme moyen de récupérer les coûts des dommages causés par la pandémie aux États-Unis. Trump a récemment rejeté cette idée,

la qualifiant de « jeu brutal », tout en suggérant que les sanctions pourraient plutôt impliquer des droits de douane sur la Chine.

« Les États-Unis ont essentiellement dû écraser leur économie. C'est pourquoi nous attendons d'eux qu'ils couvrent cette perte », a déclaré M. Green ».

Vous la sentez arriver l'annulation des 3 500 milliards de bons du Trésor américain détenus par la Chine ?

Je la vois venir gros comme une maison, et quand cette crise déboulera, elle signera la fin de la mondialisation telle que nous l'avons connue.

La crise est un révélateur de tout.

La cour constitutionnelle allemande vient-elle de sceller le sort de l'euro et de l'Union ?

By [Or-Argent](#)- Mai 7, 2020



La **Cour constitutionnelle allemande** vient de tirer un gros coup de canon en direction de la **BCE**. Elle a accusé la cour européenne d'**enfreindre les traités européens**, déclenchant ainsi un combat de titans pour la suprématie judiciaire dans l'Union.

Dans son jugement explosif, la Cour constitutionnelle allemande a indiqué que la BCE avait outrepassé son mandat légal. Elle a « *manifestement* » enfreint le principe de proportionnalité avec ses achats obligatoires massifs, qui ont atteint désormais 2,2 trillions et qui vont continuer d'augmenter de façon dramatique. La banque s'est égarée, s'éloignant de ses prérogatives monétaires pour s'engager sur le terrain des politiques économiques.

La cour affirme que la **Bundesbank** peut continuer à acheter des obligations durant une **période de transition de 3 mois**. Mais, au-delà, elle devra se désister de toute implication dans « *l'implémentation et l'exécution* » de ces mesures illégales jusqu'à ce que la BCE soit en mesure de justifier ses actions et de répondre aux objections de la Cour. La Cour constitutionnelle a en outre indiqué que la Bundesbank doit également clarifier comment elle va vendre les obligations qu'elle possède déjà.

« Pour la première fois de l'histoire, la Cour constitutionnelle a jugé que les actions et les décisions d'entités européennes ont été au-delà de leurs compétences légitimes, et qu'elles n'ont donc pas de validité en Allemagne », a déclaré le président de la Cour, Andreas Vosskuhle.

Aucun autre pays n'a osé s'engager sur ce terrain depuis la création de la Communauté en 1957. Il s'agit d'un moment charnière crucial pour le projet européen.

Olaf Scholz, le ministre des Finances allemand, a déclaré que la Cour avait défini des « *limites très claires* ». L'Europe va donc devoir trouver d'autres méthodes pour maintenir l'Union monétaire sur les rails.

La Cour de Karlsruhe a donné la leçon à la Cour européenne de justice. Elle estime que son attitude dédaigneuse à propos de la question de la proportionnalité est « *incompréhensible* » et non conforme dans son approche « *avec virtuellement toutes les lois européennes* ». Les juges européens ont agi de façon *ultra vires*, en ignorant les traités européens.

Dans un passage virulent, la Cour constitutionnelle rappelle aux juges européens qu'ils sont les **garants des traités**, et non l'inverse. Si les cours nationales doivent valider à l'aveugle les décisions des institutions européennes, on risque de se retrouver sur une pente savonneuse qui menace les fondements de la démocratie.

La Cour constitutionnelle allemande n'a jamais accepté l'assertion de la Cour européenne qui s'estime au-dessus des cours nationales. Elle s'était toujours réservé le droit de dénoncer des lois européennes en contravention avec la loi allemande. Elle n'avait jamais mis à exécution ses menaces... jusqu'à aujourd'hui. La cour allemande a notamment insisté sur le fait que le traité de Lisbonne ne mentionne pas cette **préséance**, et que l'Union européenne n'est pas un État fédéral.

La Cour constitutionnelle allemande a indiqué qu'elle n'est pas liée par les jugements précédents de la Cour européenne en ce qui concerne les achats obligatoires de la BCE. Autrement dit, l'**Allemagne vient de réaffirmer sa souveraineté**. C'est du très lourd.

« *Ce jugement vient de libérer de nombreux génies dangereux de la lampe. La base constitutionnelle entière du rôle de l'Allemagne dans l'intégration européenne est bouleversée par ceci* », a déclaré David Marsh, président de l'Official Monetary and Financial Institutions Forum et auteur d'un livre sur l'histoire de la Bundesbank.

« *Cela fait des années qu'on moque ces actions en justice en affirmant qu'elles sont intentées par des populistes et qu'elles n'ont aucune importance. Et voilà que tout à coup, la cour leur donne raison* », a-t-il indiqué.

Andrew Duff, le président du Spinilli Group mais aussi vétéran de Bruxelles, estime que le jugement allemand est scandaleux : « *Lorsque Karlsruhe dit que la Cour de Luxembourg agit de façon ultra vires et en contravention avec les traités, c'est l'hôpital qui se fout de la charité. Statuer sur la conformité des lois européennes n'est pas dans son champ de compétence. C'est également très nuisible.* »

Lucas Gutenberg du Centre Jacques Delors affirme que la Cour a vu rouge. Elle vient de fixer les limites de l'intervention de la BCE. « *Nous ne pouvons pas construire notre système de gestion des crises autour d'une BCE qui fait le plus gros du travail. Il est temps pour les politiciens de prendre leurs responsabilités* », a-t-il déclaré.

Si le jugement réfère à un programme d'achats obligatoires précédent, il lève également des questions implicites concernant le dernier « QE pandémie » lancé en mars afin de combattre la dépression. Ces nouveaux achats couvrent l'explosion du déficit italien et d'autres États qui risquent d'être exclus des marchés obligataires.

Le « QE pandémie » expire en décembre. Le consensus estime qu'il sera insuffisant pour maintenir la **cohésion de l'Union monétaire** face à un tel choc économique. Les marchés ont été réconfortés la semaine dernière lorsque la présidente de la BCE, Christine Lagarde, a promis d'augmenter ses achats « *autant que nécessaire, et pendant le temps qu'il faudra* ». Mais ces mots sont vides sans le soutien inconditionnel de l'Allemagne.

Si d'autres banques centrales européennes peuvent compenser temporairement le retrait de la Bundesbank, la confiance globale dans le projet européen s'effondrerait si la plus grosse puissance économique et le plus gros créancier européen refusait de participer.

On ignore également si la Bundesbank va continuer d'étendre indéfiniment ses crédits à ses pairs via [TARGET2](#). Cette somme est sur le point de dépasser le trillion d'euros. Ce support prend la forme d'un sauvetage fiscal par des moyens détournés. Toute suspension du système **TARGET2** engendrerait immédiatement une crise systémique de la liquidité.

La BCE a joué avec le feu. Son économiste en chef, Philip Lane, a déclaré ouvertement sur un blog la semaine dernière que le « QE pandémie » sert à resserrer les écarts sur des « *marchés souverains individuels* », particulièrement sur ceux en danger en raison « *de l'échelle prospective de leurs émissions* ». Il a ainsi presque avoué que la **BCE renfloue l'Italie**. Selon Goldman Sachs, 35 à 45 % des achats récents ont servi à soutenir le marché obligataire italien.

Ceci dit, la Cour a rejeté le grief principal des plaignants. Elle a en effet estimé que les achats obligataires ne violent pas en tant que tel l'article 123 du traité de Lisbonne qui interdit le **financement des déficits**.

« Le jugement est meilleur qu'anticipé. En bref, la Cour est d'accord avec notre plainte, mais elle n'a pas le courage d'aller plus loin et de faire respecter la loi. Nous, les Allemands, n'avons plus cette qualité, a déclaré le professeur Gunnar Beck, député du parti anti euro AfD et avocat des plaignants. Désormais, je pense que nous allons assister à des efforts visant à changer les traités afin de légitimer ces actions illégales. »

La question de savoir si les achats obligataires sont proportionnels est critique. (...) La Cour constitutionnelle a suggéré que les achats obligataires seront inacceptables si la BCE outrepassa sa règle des **33 %** pour chaque émission, s'écarte des clés de répartition (par rapport au PIB) ou fait l'acquisition d'obligations risquées. « *Cela limite les possibilités d'achat d'obligations italiennes* », a expliqué Clemens Fuest, patron de l'institut IFO.

Ce jugement tue dans l'œuf toute velléité de créer des obligations européennes ou des obligations communes. Cela exigerait un changement des traités européens et de la loi allemande. Le soutien des pays du Club Med pourrait devoir se matérialiser exclusivement via des prêts formels du mécanisme européen de stabilité (**MES**), sujets au cilice du pacte budgétaire européen à la sortie de la crise.

On ignore si un leader italien pourrait recourir au MES sans perdre son poste. Les Italiens considèrent ce mécanisme comme un cheval de Troie pour la prise de pouvoir de technocrates européens.

Les marchés ont réagi à ce tremblement de terre en bâillant. Le spread italien n'a quasiment pas bougé. Les bourses européennes ont fortement grimpé sur fond d'optimisme concernant le déconfinement.

Les investisseurs parient que l'Union trouvera un stratagème pour permettre à la BCE d'acheter des quantités illimitées de dette italienne. Ils ont peut-être **sous-estimé l'énormité de ce jugement**.

David Stockman sur la destruction des marchés financiers par la Fed **et ce que cela signifie pour vous**

par Tyler Durden Sat, 05/02/2020

Via InternationalMan.com



InternationalMan :

Des décennies d'impression de monnaie ont créé d'énormes distorsions sur le marché. Il semble que le coronavirus ait fait éclater la bulle "Tout". Où voyez-vous le marché boursier aller ?

David Stockman :

Je dirais qu'elle va dans une nouvelle direction, et qu'elle n'est pas en hausse année après année, mois après mois, jour après jour.

Ce ne sera pas un monde où l'achat d'une baisse est une chose évidente à faire.

Je pense que le marché boursier a été incroyablement évalué lorsque le S&P 500 a atteint un sommet de 3 380 le 19 février.

Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour corriger cette situation.

Qui sait quels seront les bénéfices ?

Personne ne sait combien de temps ces blocages vont durer.

Vous regardez les nouvelles tous les jours, et c'est comme un bras de fer politique massif entre la Maison Blanche et les gouverneurs et maires démocrates.

Je suis sûr que dans leur esprit, ces politiciens locaux et nationaux pensent qu'ils servent le bien public et protègent la sécurité et la vie de leurs citoyens. Mais le fait est que, de retour dans les régions non déclarées de leur cerveau, ils se concentrent sur le démantèlement de l'économie américaine, qui était la seule revendication de Trump pour sa réélection.

Je pense que lorsque le combat humain se poursuivra dans notre système politique, cette folie du verrouillage se prolongera bien plus longtemps que vous ne pouvez l'imaginer, et les pertes économiques seront stupéfiantes.

Même les courtiers de Wall Street - Goldman Sachs et les autres - prévoient un effondrement du PIB de 25 à 30 % en termes annualisés au deuxième trimestre.

Il y a quelques jours à peine, ils s'attendaient tous à ce que ce soit le cas et que cela se stabilise au cours du prochain trimestre, mais ce point de vue s'estompe très rapidement.

Nous avons une économie de type "main dans la main". Je veux dire par là qu'aucune entreprise ne peut se permettre d'interrompre son flux de trésorerie parce qu'elle a mis son bilan à mal ou qu'elle a dépensé la majeure partie de son flux de trésorerie disponible pour racheter ses actions.

Donc, une fois que vous commencez ces réactions en chaîne, vous avez des bilans d'entreprise incroyablement vulnérables en Amérique qui ont collectivement 16 billions de dollars de dettes.

Je ne parle pas des banques ou des institutions financières actuelles, mais seulement des entreprises en activité.

Sans parler des ménages américains - la moitié d'entre eux n'ont même pas 300 dollars pour tenir une semaine ou deux.

La grande majorité des ménages américains se sont fait dire qu'ils sont le lapin dépensier d'Energizer de l'économie américaine, et si vous n'avez pas assez de salaire cette semaine, empruntez de l'argent sur votre carte de crédit et continuez à dépenser.

Cela a créé une économie de bouche à oreille qui n'a aucune immunité - si vous voulez utiliser cette métaphore dans un sens économique. Elle ne peut pas faire face, et elle n'a pas d'anticorps pour lutter contre l'interruption des chèques de paie et des liquidités.

Il va y avoir des meubles cassés partout alors qu'il filtre à travers une économie qui est assise avec 74 billions de dollars de dettes publiques et privées sur le dos. C'est le montant dont nous disposons aujourd'hui.

Les gens doivent se concentrer sur ce fait, que nous pensions avoir un avertissement lorsque la grande crise financière s'est produite en 2008, lorsque Lehman Brothers a fait faillite, la Grande Récession, tout cela.

À l'époque, il y avait 52 billions de dollars de dettes dans l'économie, et les gens disaient que nous vivions au-dessus de nos moyens - nous devons tirer des leçons de cette situation et réparer les excès.

Eh bien, cela n'est jamais arrivé. Nous avons ajouté 22-23 billions de dollars de dette depuis lors. Par conséquent, l'économie est aujourd'hui encore plus fragile, encore plus vulnérable à toute forme de dislocation.

Ce que nous obtenons maintenant, c'est la mère de toutes les dislocations. Elles se produisent si rapidement et si gravement qu'elles sont hors normes.

Vous pouvez regarder n'importe lequel des soi-disant indicateurs entrants dont tout le monde parle constamment sur CNBC, et vous verrez que les deux derniers points de données sont littéralement hors des graphiques. L'Empire State Index est sorti récemment, et il est descendu à -70, contre une base de zéro, et il indique généralement +20, 30 ou 40.

Jamais rien de tel n'a été enregistré. Nous avons une économie qui va implorer dans les quatre ou cinq prochains mois. Les revenus vont chuter considérablement.

Il s'agira de savoir si les marchés peuvent se convaincre de "faire le coup du Rip Van Winkle, de s'endormir sur les bénéfices de l'année suivante et de commencer à escompter les bénéfices de 2022", ou quelque chose comme ça.

Je ne pense pas que cela va marcher cette fois-ci. Je pense qu'il va y avoir une réelle perte de confiance car la Fed n'a pas de poudre sèche.

Le marché va vraisemblablement s'effondrer dans des mouvements irréguliers, violents et volatiles. Il augmentera pendant quelques jours, puis connaîtra une grande correction, et à la hausse pendant quelques jours encore, une autre grande correction.

Le S&P 500 devrait être évalué à 1 500 ou 1 600, ce qui est bien en dessous de sa valeur actuelle, et bien en dessous de sa valeur maximale de presque 3 400.

Ce que je veux dire, c'est que le marché qui ne cesse d'augmenter a enfin trouvé sa correspondance.

Le mantra breveté "acheter la sauce" va maintenir la chose en vie pendant quelques mois encore, jusqu'à ce que le dernier *robot-machine* et *day trader* se fasse exploser la cervelle après avoir acheté la sauce une fois de plus et s'être fait marteler par un autre revirement.

C'est là que nous nous dirigeons, je pense.

InternationalMan :

Le renflouement sans précédent de tout le monde par la Réserve fédérale et tout semble n'avoir aucune fin. Quelles en seront les conséquences, selon vous ?

David Stockman :

Je pense que ce que les gens doivent comprendre, c'est que cela se passe à une vitesse vertigineuse : pertes d'emplois, flux de trésorerie, PIB, budget fédéral.

Ce que la Fed a fait est plus hors norme que tout ce que nous avons vu jusqu'à présent.

Début mars, le bilan de la Fed s'élevait à 4 200 milliards de dollars - après avoir renoncé au resserrement quantitatif (QT) et à la normalisation du bilan - ce qu'elle avait promis de faire lorsque Ben Bernanke l'a porté à ces niveaux élevés après la grande récession.

Récemment, ce chiffre était de 6,2 billions de dollars.

En seulement 30 jours, ils ont imprimé 2 000 milliards de dollars de bilan supplémentaire ou ont doublé le premier billion. C'est le niveau atteint pour la première fois en septembre 2008 - et il avait fallu 94 ans à la Fed pour le créer à partir du moment où elle a ouvert ses portes.

Je l'ai calculé : cela représente environ 35 000 jours qu'il a fallu à la Fed pour obtenir le premier trillion de dollars de bilan.

Ces fous de l'Eccles Building, il leur a fallu 30 jours pour créer deux fois plus de bilan que pendant les 95 premières années de la Fed.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie qu'ils détruisent les marchés financiers tels que nous les connaissons.

Il n'y a plus de taux d'intérêt. Ils poussent tout près de zéro grâce à cette intervention massive et achètent tout ce qui est en vue, directement ou indirectement. Cela inclut les papiers commerciaux, les obligations municipales, les entreprises de qualité, les anges déchus, pour ainsi dire - ce n'est qu'une façon détournée d'entrer dans la camelote. Ils achètent des ETF - les ETF d'obligations.

Ce n'est qu'une question de temps avant qu'ils ne soient là, le poing en l'air, en train d'acheter des actions.

Janet Yellen et tous les autres se disent : "Ils ont peut-être besoin de ce pouvoir supplémentaire."

Comment peut-on avoir du capitalisme quand on n'a pas de marchés de capitaux ?

C'est aussi simple que cela. La Fed l'a détruit.

La conséquence sera la spéculation massive, le mal investissement, et le maintien en vie de tous les zombies.

Par exemple, le marché du haut rendement a connu une dislocation importante récemment - où les rendements ont grimpé de 5 à 10 % ou plus - ce qui était un effort de M. Market pour dire qu'il y a beaucoup d'emprunteurs qui ne sont pas solvables. Ils vont devoir rencontrer leur créateur au chapitre 11.

Alors, qu'est-ce que la Fed essaie de faire ?

Elle essaie d'empêcher que cela n'arrive. La Fed veut garder en vie tous ceux qui ont emprunté jusqu'au cou.

Par conséquent, cela signifie que l'économie va devenir plus faible, plus stagnante et plus inefficace avec le temps.

Si vous n'avez pas le processus d'épuration de la rupture créative, si vous ne permettez pas que le prix du capital reflète le risque et la récompense, si vous ne permettez pas que les échecs soient éliminés et liquidés, vous allez avoir une économie sclérosée comme l'Italie ou l'Angleterre ou pire encore, une économie soviétique, si vous allez assez loin.

Franchement, je pense que la bonne expression pour le bâtiment Eccles et les douze personnes du FOMC est "le Politburo monétaire". Ils essaient de contrôler chaque mouvement dans l'ensemble du système économique par la domination des prix des actifs financiers et l'ancrage des taux d'intérêt sur toute la courbe des taux.

C'est de la folie.

Il est très difficile de dire où cela mènera. De toute évidence, pas à quelque chose de bon.

C'est tellement hors norme et ridicule par rapport à ce que l'on pensait il y a dix ans, et certainement il y a vingt ou trente ans. Il est difficile d'imaginer à quel point cela va devenir mauvais, mais cela va devenir assez mauvais.

InternationalMan :

Ce sont des points importants. Où voyez-vous l'avenir du dollar américain ?

David Stockman :

Pour paraphraser Winston Churchill à propos de la démocratie, le dollar américain est la pire monnaie imaginable - à l'exception de toutes les autres monnaies du monde.

En d'autres termes, toutes les banques centrales font la même chose que la Fed, mais en pire. C'est une course vers le bas.

La Banque centrale européenne a réduit son taux directeur à un niveau encore plus bas, ce qui est tout simplement insensé.

La Banque du Japon pourrait tout aussi bien acheter une usine de papier et imprimer du papier jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'arbres au Japon.

Dans le cas du dollar américain, l'idée traditionnelle est que nous allons détruire la monnaie. C'est vrai si le reste du monde est prudent.

Nous n'avons pas une situation comme celle de la République de Weimar en 1923, où ils essayaient, au Royaume-Uni et certainement à New York, et à la Banque de France, de rétablir une monnaie saine. Ils ont échoué, mais ils essayaient de restaurer une monnaie saine et une monnaie d'étalon-or.

L'Allemagne était un cas désespéré sur le plan économique ; elle payait des réparations et mettait en service sa presse à imprimer. Il y a eu une sortie massive de capitaux, ils ont importé de l'inflation, qui s'est ensuite nourrie d'elle-même, et toute cette histoire de brouette pleine d'argent s'est produite.

C'était l'inflation dans un pays alors que le reste du monde essayait de poursuivre une monnaie relativement saine.

En revanche, aujourd'hui, nous avons une inflation monétaire dans tous les pays. Donc, si vous regardez le dollar et ce que font les autres banques centrales, le dollar est la chemise sale la plus propre de la blanchisserie. Il va probablement se renforcer, et non s'affaiblir, sur les marchés des changes.

Mais cela ne veut pas dire que nous sommes sortis d'affaire.

Cela signifie seulement que les banques centrales du monde entier - qui ont déjà fait passer leurs bilans de 2 000 milliards de dollars à la fin des années 1990 à plus de 25 000 milliards de dollars - impriment de la monnaie à un rythme tel qu'elles risquent de faire tomber le système monétaire mondial tout entier. Pas seulement le dollar américain.

InternationalMan :

Comment les actions de la Fed affecteront-elles les épargnants et les retraités ?

David Stockman :

L'essentiel est que la politique de la Fed est criminelle - carrément criminelle - en termes d'impact sur les épargnants et les retraités sur un revenu fixe.

Il n'y a plus de taux d'intérêt, sauf si vous voulez spéculer sur des obligations de pacotille. Pourquoi un homme de 78 ans devrait-il spéculer sur des obligations de pacotille pour payer son loyer ou mettre de la nourriture sur la table ?

C'est criminel.

C'est ce que fait toute cette répression financière, cette politique de taux d'intérêt zéro ou de taux d'intérêt inférieur à zéro. Elle fait du mal à des dizaines de millions de personnes qui ont essayé d'épargner et d'être prudentes et non de vivre au jour le jour.

Si un événement comme COVID-19 se produit, ou un tremblement de terre selon l'endroit où vous vivez, ou simplement une mauvaise santé affectant votre famille, vous avez besoin de quelque chose pour vous en sortir.

Comment les gens peuvent-ils sauver aujourd'hui alors que vous n'avez rien ?

Prenez quelqu'un qui a travaillé 40 ans dans l'aciérie, qui a su gratter et sauver et différer la gratification. Disons qu'il a réussi à épargner 300 000 dollars tout au long de sa vie. Il est maintenant à la retraite. Il doit garder ses liquidités, mais il gagne moins d'intérêts par semaine qu'un cappuccino chez Starbucks sur l'ensemble de ses économies.

C'est vraiment mal.

Vous pouvez demander à ces banquiers centraux : "Et les épargnants ?" Ces idiots disent qu'il y a trop d'épargne.

Eh bien, regardons autour de nous.

Pourquoi avons-nous un plan de sauvetage de 2,3 billions de dollars ? Pourquoi donnons-nous de l'argent pour les hélicoptères à plus de 180 millions de personnes - qui vont recevoir ce chèque de 1 200 dollars ?

Pourquoi renflouons-nous des petites entreprises de tous bords pour qu'elles préservent des emplois ?

Pourquoi faisons-nous tout cela s'il y a un excès d'épargne dans le monde ?

En réalité, il n'y a pas d'excès. C'est une absurdité totale.

L'idée que la banque centrale soit là pour subventionner, dorloter et renflouer l'emprunteur et pour sauver l'épargnant est tout simplement fondamentalement erronée et va droit au cœur de la raison pour laquelle nous sommes dans un si grand pétrin.

Les villes et les États en faillite obtiennent le désastre national qu'ils espéraient

par John Rubino ♦ 3 mai 2020

Les dirigeants d'États comme le New Jersey et de villes comme Chicago savent qu'ils sont fauchés. Les pensions ridiculement généreuses des employés publics - concoctées par des élus et des dirigeants syndicaux qui ont dû comprendre qu'ils rédigeaient des chèques que leurs contribuables ne pouvaient pas couvrir - les saignent à blanc, sans aucune solution politique en vue.

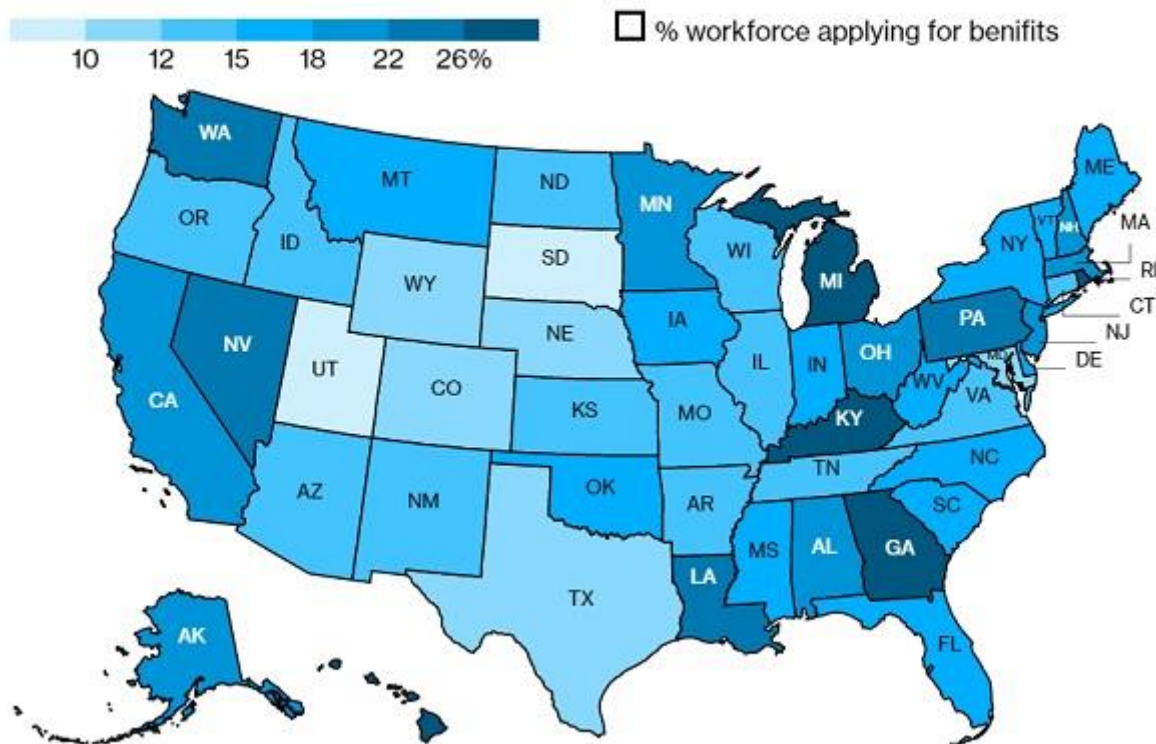
Ils savent aussi qu'ils n'ont que deux issues possibles : la faillite ou une forme de sauvetage fédéral. Puisque la première signifie une fin honteuse de la carrière politique locale alors que la seconde nécessite une sorte de crise massive pour pousser Washington dans un endroit où un renflouement de l'État ou de la ville de plusieurs milliards de dollars est la moins mauvaise option, on peut supposer sans risque que les maires et les gouverneurs - ainsi que les dirigeants des syndicats du secteur public - ont espéré une telle crise pour sauver leur peau.

Et cette année, leur souhait a été exaucé. Le pays est en état d'urgence, le chômage monte en flèche et les maires et les gouverneurs ont maintenant un moyen plausible de faire passer leur mauvaise gestion criminelle pour une "catastrophe naturelle" méritant une aide extérieure.

Voici, par exemple, une estimation de la hausse du chômage dans différents États. Notez que dans l'ensemble, c'est brutal, mais la répartition n'est pas celle à laquelle on pourrait s'attendre :

Unemployment Skyrockets

Hawaii, Kentucky, Georgia, Rhode Island and Michigan are hardest hit

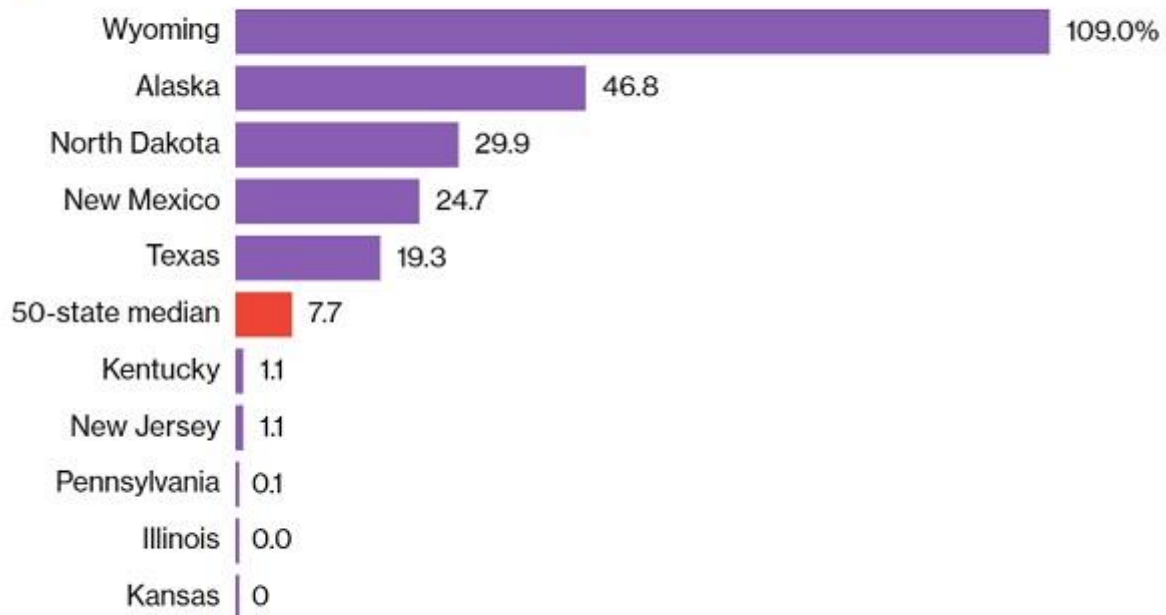


Et voici un tableau des fonds des États pour les mauvais jours (c'est-à-dire l'argent en caisse). Il est à noter que les États producteurs de pétrole avaient la discipline nécessaire pour épargner contre les inévitables fluctuations des prix de cette matière première. Les autres États n'en voyaient apparemment pas la nécessité :

Saving for a Rainy Day

Some states are better prepared for a recession than others

■ Rainy day funds as % of general fund expenditures



Source: The Pew Charitable Trusts

L'Illinois, qui a les pensions les plus sous-financées mais, fait intéressant, un marché du travail relativement sain, avait apparemment préparé et imprimé son plan de sauvetage en cas de catastrophe naturelle avant l'invention et la publication de COVID-19. En effet, le gouverneur J.B. Pritzker a presque instantanément mis la main sur 41 milliards de dollars, une somme égale à trois fois la perte de revenus liée à la pandémie estimée pour l'année à venir. Au total, les gouverneurs ont demandé une aide d'environ 500 milliards de dollars.

Et attendez que la Californie se mette à mendier. Voir Gouverneur de Californie : Attendez-vous à un déficit budgétaire de plusieurs dizaines de milliards.

Pour le président Trump, renflouer les "États démocrates mal gérés" semble politiquement inutile, puisque ces États ne voteront jamais, jamais républicain. Le leader de la majorité au Sénat, Mitch McConnell, a, quant à lui, embobiné ses homologues démocrates en suggérant que les États se contentent de déclarer faillite (ce qui leur permettrait de réduire les prestations de retraite).

Mais bien sûr, ce n'est qu'un fantasme partisan. Si l'Illinois faisait faillite, le marché des obligations munies se retrouverait dans une situation de crise, qui se propagerait rapidement aux obligations d'entreprises, aux actions et à l'immobilier, ce qui provoquerait un effondrement de l'économie américaine, puis de l'économie mondiale. C'est du moins le pire scénario que les économistes présenteront aux décideurs politiques.

N'ayant pas le courage de présider la fin du monde pendant une année électorale, Washington cédera, acceptant tout ce que les gouverneurs demanderont. Ainsi, la plus grave erreur de gestion de l'histoire des gouvernements des États et des villes des États-Unis sera balayée sous le tapis - ou plus exactement, elle sera portée sur les bilans des contribuables en même temps que ceux de tous les autres secteurs qui sont - surprise ! - trop grands pour faire faillite.

C'est une honte, car l'une des rares choses qui valait la peine d'être attendue dans la profonde récession vers laquelle le monde trébuchait avant que la pandémie ne frappe était l'effondrement des pensions inadmissibles du secteur public, et la honte des personnes qui ont escroqué les enseignants, les pompiers et les policiers en leur faisant croire que ces généreuses prestations étaient garanties. Sur la liste des crimes financiers et politiques de l'ère moderne, le leur figure en tête. Et maintenant, ils resteront à la fois non-publiés et impunis.

Pendant ce temps, l'ajout de plusieurs billions de dollars à la dette nationale qui en résulte accélérera la fin brûlante du monde de la monnaie fiduciaire/des réserves bancaires fractionnaires/de la dette publique illimitée. On ne peut qu'espérer que les futurs historiens auront raison tant que les coupables seront encore en vie pour répondre de leurs péchés.

Une société totalement ouverte maintenant ? Vraiment ?

Mish 29 avr. 2020

Plusieurs lecteurs m'ont envoyé des liens concernant les affirmations de deux médecins californiens selon lesquelles les taux de mortalité et les risques sont surestimés.

Le Dr Dan Erickson et le Dr Artin Massihi disent "Open Up Society Now".

Cet article fait le tour de la question. Il a l'air bien. Beaucoup seront convaincus.

J'ai posé à Chris Martenson une question simple et non tendancieuse : "Quelle est votre réponse à cet article ?"

Pour exclure tout préjugé, cette question, ainsi qu'un lien, constituaient la totalité de mon e-mail à Chris. Voici sa réponse.

"Vérifiez mon flux Twitter. Le statisticien Carl s'est occupé de ces médecins. Malheureusement, ils parlent de pure camelote."

Note : Carl T. Bergstrom est professeur de biologie à l'Université du Wisconsin.

Réponse de Carl T. Bergstrom au flux Twitter

1. Malheureusement, les affirmations trompeuses de ces deux médecins de Bakersfield continuent à faire le tour du sujet, et je voudrais donc aborder très brièvement le problème de ce qu'ils disent. Je n'entrerai pas dans leurs motivations possibles, leur activité politique passée, etc.
2. Ce qu'ils ont fait est simple : ils ont examiné la fraction des patients dont le test était positif pour le #COVID19 dans les cliniques qu'ils possèdent. Ils ont découvert que 340 des 5213 tests étaient positifs, soit environ 6,6 %. Ils supposent ensuite que la même fraction de l'ensemble de la population est infectée.
3. De là, ils passent à l'échelle de l'État et revendiquent une incidence de 12 % dans tout l'État. Le reportage dit qu'ils utilisent le même calcul, mais c'est impossible : comment sont-ils passés de 6,6 % à 12 % ? Peut-être qu'ils estiment que les personnes infectées *jamais* sont infectées par rapport aux personnes infectées *actuellement*. Ce n'est pas clair.

4. En utilisant ce chiffre de 12% de personnes infectées et les 1400 décès connus en Californie, ils supposent que 1400 personnes sur 4,7 millions sont mortes. Cela leur donne un taux de mortalité par infection de 0,03%. Autrement dit, ils pensent que si 10 000 personnes sont infectées, 3 mourront en moyenne.
5. Le problème de cette approche est qu'au cours d'une pandémie, les personnes qui se présentent dans une clinique de soins urgents ne constituent pas un échantillon aléatoire de la population. Une grande partie d'entre elles viennent précisément parce qu'elles soupçonnent d'être atteintes de la maladie. Cela génère un biais d'échantillonnage.
6. Estimer cette fraction infectée par les patients d'un centre de soins d'urgence est un peu comme estimer la taille moyenne des Américains à partir des joueurs d'un terrain de la NBA. Ce n'est pas un échantillon aléatoire, et cela donne une estimation très biaisée.
7. De plus, l'estimation ne passe même pas un simple contrôle de plausibilité. À New York, on sait que 12 067 personnes sont mortes du virus, sur une population de 8,4 millions d'habitants. Cela représente un taux de 0,14 % de l'ensemble de la population. Il ne s'agit pas seulement des personnes infectées. Toutes les personnes.
8. Cela nous donne une limite inférieure pour le taux de mortalité à New York. Ce n'est pas une estimation, c'est une limite inférieure. Le taux de mortalité des personnes infectées est évidemment supérieur à 0,14 %, parce que tout le monde à New York n'a pas été infecté.
9. Et pourtant, cette limite inférieure de 0,14 % est près de *cinq fois plus élevée* que les 0,03 % que le duo de Bakersfield revendique. Ils ont utilisé une méthodologie absurde pour arriver à un chiffre invraisemblable. Si la pandémie n'était pas si sévèrement politisée, ce serait un problème qui ne se poserait pas dès le départ.

Sur le biais d'échantillonnage



Carl T. Bergstrom @CT_Bergstrom · Apr 26, 2020



Unfortunately the misleading claims of those two doctors in Bakersfield keep making the rounds, so I want to very briefly address the problem with what they are saying.

I won't get into their possible motives, past political activity, etc. bakersfield.com/news/two-baker...



Two Bakersfield doctors cite their testing data to urg...

Before COVID-19 was even detected in the United States, Dan Erickson, a former emergency room physician who now bakersfield.com



Michael Morgenstern, MD [@drmikeny](https://petition.medwiser.org)

Agree with [@CT_Bergstrom](#). Sampling bias. Other possible confounding issues: High false negative rates and observation of rates in setting of restrictions. In other words, even if testing data were generalizable, they could simply be proving that the restrictions have worked

♡ 52 6:50 PM - Apr 26, 2020



Carl T. Bergstrom



[@CT_Bergstrom](#)
- 26 avr. 2020

Malheureusement, les affirmations trompeuses de ces deux médecins de Bakersfield continuent à faire le tour du sujet, et je voudrais donc aborder très brièvement le problème de ce qu'ils disent.

Je n'entrerai pas dans leurs motivations possibles, leur activité politique passée, etc. https://www.bakersfield.com/news/two-bakersfield-doctors-cite-their-testing-data-to-urge-reopening/article_eb1959e0-84fa-11ea-9a07-2f2bea880bf9.html ...

Deux médecins de Bakersfield citent les résultats de leurs tests pour demander la réouverture

Avant même que COVID-19 ne soit détecté aux États-Unis, Dan Erickson, un ancien médecin urgentiste qui est maintenant copropriétaire de Accelerated Urgent Care à Bakersfield, a acheté autant de tests pour le [bakersfield.com](https://www.bakersfield.com)

Michael Morgenstern, MD [@drmikeny](https://petition.medwiser.org)

D'accord avec [@CT_Bergstrom](#). Biais d'échantillonnage. Autres problèmes de confusion possibles : Taux élevé de faux négatifs et observation des taux lors de l'établissement des restrictions. En d'autres termes, même si les données des tests étaient généralisables, elles pourraient simplement prouver que les restrictions ont fonctionné

Un peu de perspective



Wow. Just...wow. The horror... @scottevanjenk · Apr 26, 2020

Replying to @CT_Bergstrom

Real quick. Reading just the first sentence, from where did they stockpile COVID-19-specific testing kits *before* the virus was known to exist in the US (reportedly Jan 20)?



Wow. Just...wow. The horror...

@scottevanjenk

So many other issues with the article. Perspective: about 36K Americans die on average ANNUALLY from influenza, that's without social distancing. We've had more than 50K die in 2 months WITH social distancing.

55 6:28 PM - Apr 26, 2020



Wow. Juste...wow. L'horreur... @scottevanjenk

- 26 avr. 2020

Répondre à @CT_Bergstrom

*Très rapidement. Pour ne lire que la première phrase, d'où provenaient les kits de test COVID-19 *avant* que l'existence du virus ne soit connue aux États-Unis (apparemment le 20 janvier) ?*

Wow. Juste...wow. L'horreur... @scottevanjenk

Autant d'autres problèmes liés à l'article. Perspective : environ 36 000 Américains meurent en moyenne ANNUELLEMENT de la grippe, c'est-à-dire sans aucune distanciation sociale. Nous avons eu plus de 50 000 décès en deux mois avec une certaine distance sociale.

J'ai demandé à Martenson son avis pour plusieurs raisons.

- La plupart connaissent Chris Martenson en tant qu'écrivain économique, mais il est également titulaire d'un doctorat en pathologie.
- Je le connais personnellement en tant que franc-tireur.
- Si cette étude l'avait fait changer d'avis, je l'aurais écouté.

Malheureusement, les gens s'accrochent à ce qu'ils veulent entendre.

Pire encore, ces médecins charlatans semblent savoir de quoi ils parlent, suffisamment pour offrir des conseils dangereux que beaucoup suivront.

OK, quand ?

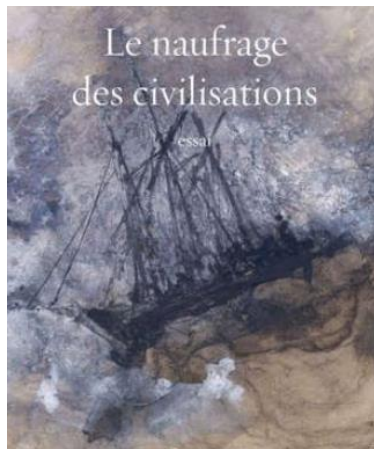
Nous devons ouvrir l'économie. Nous ne pouvons pas rester enfermés pour toujours.

J'en dirai plus sur le quand et le comment plus tard dans la journée.

Mish

Un délitement par tous les bouts qui semble irrésistible

François Leclerc 7 mai 2020 Décodages.com/



Les grandes manœuvres autour de la BCE ont commencé depuis que la Cour de Karlsruhe a entamé les hostilités en cueillant tout le monde à froid. Comment enrayer la dynamique de démantèlement de l'Europe qu'elle a brutalement accentué avec son ultimatum à trois mois ? La réponse n'est pas trouvée.

Les réactions à chaud recueillies par le *Financial Times* parmi les gouverneurs de la BCE n'en représentent pas une. Pour eux, il n'est pas question de répondre à l'injonction d'une Cour qui n'a pas la banque centrale sous sa juridiction. Le drapeau de l'étendard est levé, avec comme paradoxe que l'ennemi est celui qui a toujours été le plus ferme partisan de son indépendance et qui maintenant la bafoue... Pour se défaire, il serait question de confier à la Bundesbank le soin de répondre à la Cour. Ce qui impliquerait que Jens Weidmann défende la politique de la BCE avec laquelle il a de longue date pris ses distances.

Croire que cela suffirait à éteindre le feu est ne pas comprendre les fondements de l'arrêt des juges de Karlsruhe. Sous des apparences anodines, la « proportionnalité » à laquelle ils se réfèrent est un concept de la loi fondamentale allemande. Dans le cas présent, il s'applique au rapport entre les 2.000 milliards d'euros d'achats de titres de la BCE et le très faible accroissement de l'inflation qui en est la justification officielle. Les juges mettent le doigt là où cela fait mal : les objectifs poursuivis par la BCE ne s'inscrivent pas dans le cadre de sa mission de stabilité des prix, ce qui est un secret de polichinelle. Démontrer le contraire va être très ardu, Angela Merkel va être appelée à la rescousse, mais elle n'y pourra pas grand-chose.

Les problèmes se télescopent, le contexte s'alourdit avec les prévisions économiques de la Commission qui annonce une récession sans précédent et prévient que « le danger d'une récession plus profonde et plus longue est bien réel ». Le plongeon est avéré, qu'en sera-t-il du rebond ? Les prévisions dans ce domaine sont trop optimistes pour être honnêtes et n'attendent qu'à être démenties par les faits. Tandis que la discussion sur la relance se poursuit, portant sur les modalités et l'ampleur des moyens qui vont être dégagés au niveau européen. Rien ne garantit à ce jour leur fin heureuse, car tout laisse présager une cote mal taillée qui sera saluée comme une grande avancée.

La Commission a averti qu'il existe de « graves distorsions au sein du marché unique et des divergences économiques, financières et sociales enracinées entre les États membres de la zone euro qui pourraient à terme menacer la stabilité de l'union économique et monétaire ». Ces distorsions au sein du marché unique ne sont pas une petite affaire. Les règles communautaires concernant les aides publiques ont été assouplies afin de permettre aux États de sauver leurs fleurons économiques dans le besoin. Mais certains pays en ont plus les moyens financiers que d'autres, c'est le cas de l'Allemagne au premier chef, dont les aides représentent à ce jour plus d'un tiers des 1.900 milliards d'euros dépensés au sein de l'Union européenne au dernier pointage. Si,

au sortir de la crise actuelle, cela ne représente pas une distorsion de fait de la concurrence, de quoi s'agit-il alors ? En guise d'avancée de la construction européenne, il va y avoir des vainqueurs et des perdants au sein du marché unique.

Inflation ou déflation ? Le point de vue de Ronald Stöferle

Par [Nicolas Perrin](#) - 5 mai 2020

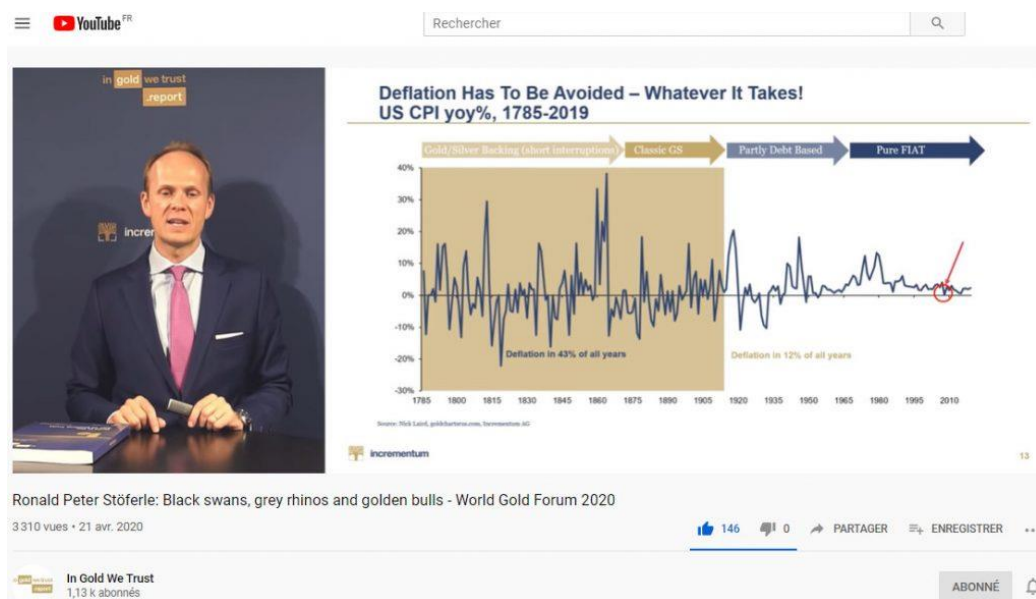
Ronald Stöferle est l'une des personnalités les plus écoutées du microcosme de l'industrie des métaux précieux. Chaque année depuis 2007, ce managing partner et gérant chez Incrementum AG rédige le rapport « *In GOLD we TRUST* » qui est lu dans le monde entier. Il s'agit d'un « ouvrage incontournable » et « extrêmement documenté », qui « couvre tous les symptômes de ce chaos monétaire et leur rapport avec l'or ». Ce n'est pas moi qui le dis mais Yannick Colleu, que vous connaissez bien si vous êtes un régulier de ces colonnes.

Aussi, avant de vous proposer une analyse détaillée de la 14^{ème} édition de ce rapport qui sortira le 27 mai, j'aimerais profiter de la [keynote](#) qu'a donnée le 21 avril l'analyste autrichien lors du World Gold Forum 2020 (confiné) pour vous donner un avant-goût de ses travaux.

Ronald Stöferle y abordait une question centrale pour tout investisseur, à savoir celle du rapport qu'entretient l'or avec l'évolution des prix et avec l'évolution de la quantité monnaie en circulation. Comme nous allons le voir, si ce sujet est crucial pour vous, il l'est encore plus pour les autorités publiques.

La déflation, cet environnement économique disparu des radars depuis que le monde a commencé à empiler de la dette à tout-va

Pour réfléchir, rien de tel que de prendre un maximum de recul. Ce graphique que nous propose Stöferle représente l'évolution des prix à la consommation aux Etats-Unis depuis 1785, au fil des différents systèmes monétaires qui se sont succédés.



Comme l'explique l'orateur, « jusqu'en 1930, la plupart du temps, nous avons de l'inflation et de la déflation. Cela changeait assez souvent. 43% du temps, nous avons affaire à un environnement déflationniste. Puis cela a changé. Depuis 1971, nous n'avons eu qu'une seule phase très éphémère de déflation, à savoir en 2008. »

Ce qui nous amène à la question suivante : « *Pourquoi cela est-il très important de comprendre que, d'un point de vue systémique, la déflation n'est pas permise ?* »

Un indice : la montagne de dette qui se montait fin 2019 à [322% du PIB mondial](#) à quelque chose à voir dans l'équitation. Vous l'avez ?

Si ce n'est pas le cas, vous gagnerez beaucoup à suivre Stöferle qui n'a pas son pareil pour remettre l'église au centre du village : « *Dans un monde fortement endetté, la déflation des prix, d'un point de vue économique et politique, est un scénario d'horreur qui doit être évité quoi qu'il en coûte* », poursuit l'Autrichien.

Et oui car un taux d'inflation en baisse, c'est certes appréciable du point de vue du consommateur avec des prix à la consommation qui dégringolent, mais c'est la cata du point de vue de l'Etat avec :

- Des recettes fiscales en baisse sur les particuliers et les entreprises ;
- Une augmentation de la dette publique en termes réels et un renchérissement du service de la dette (principal + intérêts) ;
- Un système bancaire fragilisé puisque les entreprises se trouvent minées par le ralentissement de l'activité et, par répercussion, leurs salariés sont eux aussi précarisés.

Voilà pourquoi du point de vue des gouvernements, la déflation n'est même pas tolérée en rêve.

« Un pompier n'a jamais été critiqué pour avoir utilisé trop d'eau »

Ajoutez à cela des banques centrales qui ont pour mandat de garantir la stabilité des marchés financiers, et surtout des banquiers centraux qui perpétuent le [credo](#) énoncé par Ben Bernanke en 2001, à savoir que la pire des choses qui pourrait nous arriver serait de voir ressurgir la déflation, comme cela a été le cas dans les années 30...



The Federal Reserve Board

Remarks by Governor Ben S. Bernanke

Before the National Economists Club, Washington, D.C.

November 21, 2002

Deflation: Making Sure "It" Doesn't Happen Here

... et vous pouvez être « *certain que cette fois, les banquiers centraux feront à nouveau tout ce qu'il faut pour éviter toute pression déflationniste* », conclut Ronald Stöferle.

Au cas où vous en doutiez, l'Autrichien nous offre cette savoureuse citation de [Steven Poloz](#), le gouverneur de la Banque du Canada :

Steven Poloz, le 27 mars 2020 : « *Un pompier n'a jamais été critiqué pour avoir utilisé trop d'eau* »



Autant dire que l'océan de liquidités n'est pas près de s'assécher.

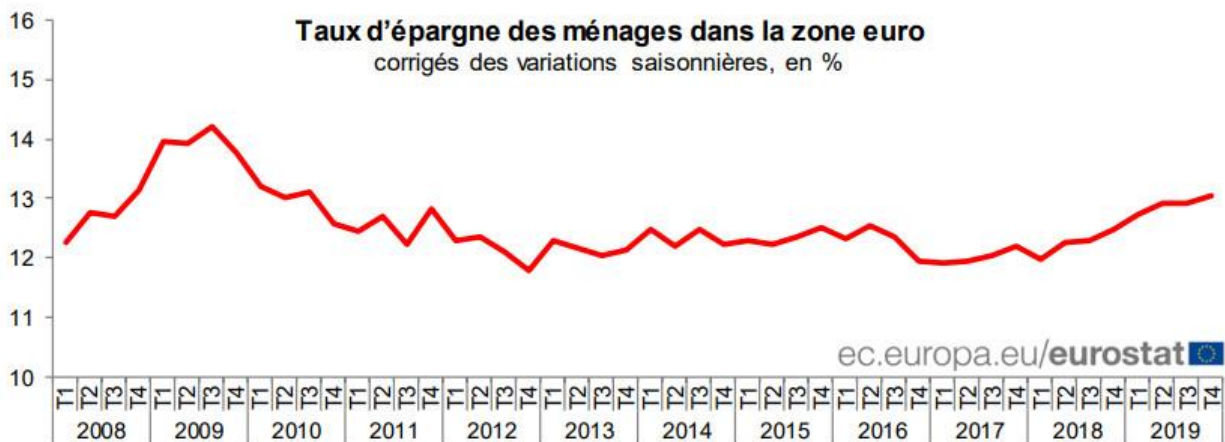
Une inflation en hausse lors du déconfinement ?

Pour le moment, l'inflation est au ras des pâquerettes. Comment pourrait-elle d'ailleurs réapparaître, alors que la [vitesse de circulation](#) de la monnaie est en perpétuel déclin depuis plusieurs décennies...

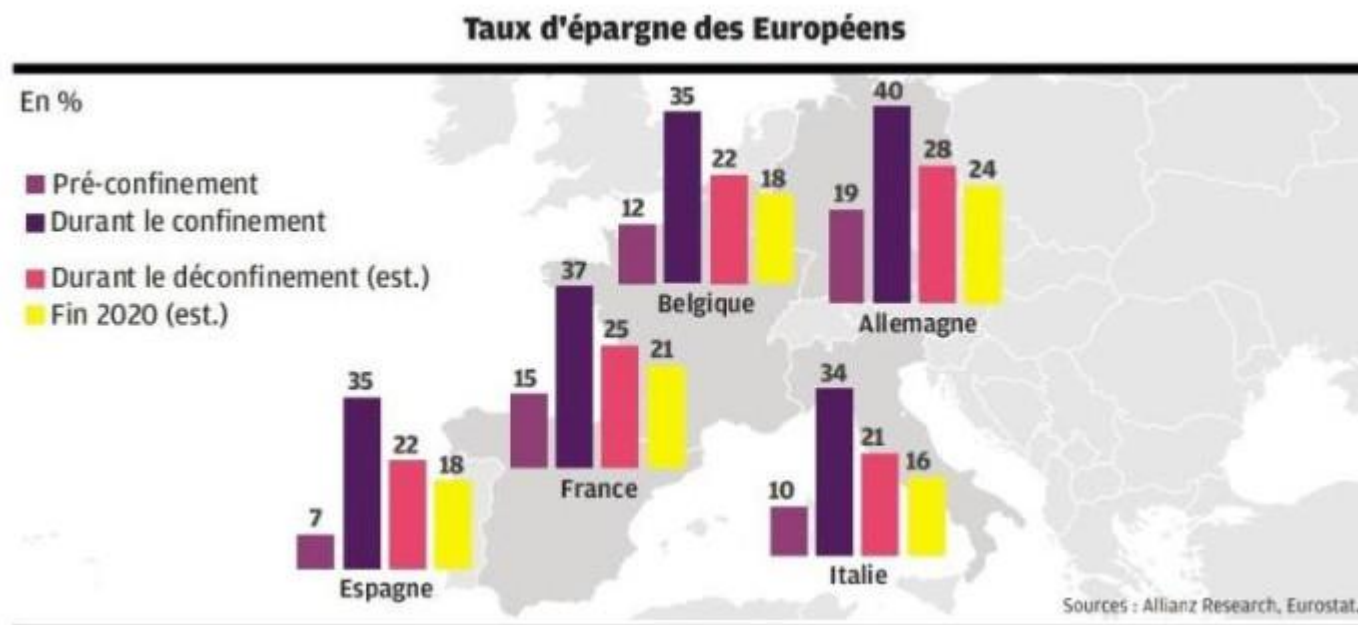
Vélocité de la monnaie aux Etats-Unis



... et que le [taux d'épargne des ménages](#) est en hausse, notamment dans la zone euro où les épargnants sont de plus en plus prudents depuis 2017...



... et mettent [encore plus d'argent de côté](#) avec le confinement :



Voici ce qu'en pense Stöferle : « Nous ne devons pas oublier que **l'énorme quantité de création monétaire n'aura probablement pas un effet ou un impact inflationniste en première instance**, car le verrouillage de l'économie a entraîné l'effondrement total de la vitesse de circulation de la monnaie.

Mais, lorsque le verrouillage se terminera et que la reprise commencera, il y aura un stock beaucoup plus important de monnaie dans le système qui, à un moment donné, aura probablement un impact inflationniste lorsque la vitesse [de circulation de la monnaie] et les affaires reviendront à des niveaux normaux. »

Pour ce qui est de la France, [Jean-Marc Daniel](#) évoquait un point de vue assez similaire sur BFM le 1^{er} mai. Voici ce que déclarait l'économiste : « Je pense qu'on va avoir une poussée d'inflation. **L'inflation, c'est une déconnexion entre l'offre et la demande, c'est-à-dire que vous avez plus de demande que d'offre.** Et on voit bien qu'il y a une demande potentielle qui est très importante en ce moment puisque les comptes courants sont de plus en plus abondés, les gens ne sont pas en capacité de dépenser. Quand ils sont en capacité de dépenser,

sur les secteurs où ils sont encore en capacité de dépenser, cette pression de la demande fait que les prix montent – là où il y a encore un marché. C'est le cas de l'alimentaire. Sur les autres endroits, les prix ne montent pas car la pression de la demande ne peut pas s'exprimer. [...] »

Et Jean-Marc Daniel d'expliquer la seconde façon de créer de l'inflation, plus structurelle pour celle-ci : « **Ce qui crée de l'inflation en ce moment, c'est qu'on crée de la monnaie pour financer des distributions de revenus avec de la richesse** [NDLR : au sens d'augmentation de la production de biens et services] **de qui n'est pas en regard** manière claire et nette puisque les magasins sont fermés, donc cette richesse ne peut pas s'exprimer. Mais à la sortie de la crise [NDLR : sanitaire], on va s'apercevoir que la richesse n'est pas véritablement à la hauteur de la quantité de revenus que l'on a distribuée. »

L'inflation nous attend-elle au coin du bois ?

C'est ce que nous verrons dans notre prochain billet...

Réponse de Thierry Breton aux juges allemands. Sans le marché unique, les industries allemandes et néerlandaises sont condamnées...

par [Charles Sannat](#) | 7 Mai 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Ceux qui, comme moi, dépassent la quarantaine, et pas celle liée au coronavirus mais à l'âge, ont connu l'époque de l'argentique. C'était notre manière de prendre des photos avant de mitrailler le monde entier, y compris nos assiettes, avec nos « smartphones ». Il y avait une pellicule. A la fin nous avions une capacité de 36 « poses ». 36 chances de prendre la bonne photo et pas une de plus. Chaque dé clic était précieux, et il fallait attendre le moment du développement pour voir se révéler à notre regard des photos prises parfois plusieurs mois auparavant.

Cette crise que nous traversons, et dont l'avenir dira si ce n'était qu'une crise de plus ou un bouleversement majeur de nos sociétés, me fait penser à nos photographies d'une autre époque, si proche et si lointaine à la fois.

Le temps et les développements révèlent et dévoilent progressivement les choses, mais comme pour la photo, la crise est un terrible bain révélateur de nos négatifs discrets, petits et peu lisibles.

C'est particulièrement le cas pour l'Union Européenne. La crise révèle toutes ses incapacités et ses inutilités.

L'Union européenne sait produire des règlements et des normes de société complexe, elle ne sait pas fournir des médicaments, des masques ou des respirateurs.

L'Union européenne a construit notre impuissance en détruisant les Etats nations en rêvant une Europe fédérale, les Etats-Unis d'Europe qui n'existent que dans les rêves de certains pour le moment.

Hier, vous avez pu voir que les juges allemands de la cour constitutionnelle ont commencé à mettre un coup d'arrêt à la politique monétaire de la BCE.

J'ai beaucoup aimé le rappel à l'ordre du commissaire européen Thierry Breton.

Thierry Breton : « sans le marché unique, les industries allemandes et néerlandaises sont condamnées »

L'avertissement de Thierry Breton. Grâce au marché unique européen, l'Allemagne réalise 50 % de ses exportations, donc s'il n'y a pas de marché unique, il n'y a pas d'industrie allemande, a déclaré Thierry Breton, le commissaire européen chargé du marché intérieur.

« Pour les Pays-Bas, c'est plus de 60 %. Sans le marché unique, leur industrie va mourir », a-t-il renchéri dans une interview accordée aux chaînes grecque MEGA TV et portugaise Expresso.

« Le marché intérieur ne peut être maintenu si nous ne sauvons que quelques industries d'un ou deux États membres. Nous sommes tous dans le même bateau et pour nous, ce bateau c'est l'Europe », a-t-il souligné.

Si Breton est un véritable mamamouchi mamamouchant, il n'a pas tort dans cette histoire, et il est important de rappeler à l'Allemagne que si un pays comme la France n'a plus d'industrie c'est parce que l'euro a profité à l'industrie allemande et... chinoise.

Je n'accuse ni nos voisins Allemands, ni nos amis Chinois. Ils ont profité à raison de nos faiblesses et de notre attitude de victimes consentantes.

Nous nous sommes laissés aller à être faibles, et nous avons été dirigés ces presque 40 dernières années par des dirigeants qui ont voulu détruire la France pour construire l'Europe fédérale.

Aujourd'hui la bise est venue, et nous nous retrouvons forts démunis.

Nous le savions. Nous l'avions prévu. Nous l'avions dit. Nous l'avions anticipé. Tout cela était très prévisible.

La crise actuelle agit comme un véritable révélateur de l'ensemble de nos faiblesses, de nos mensonges, de nos idéologies mortifères et de l'échec de la vision mondialiste et consumériste actuelle.

L'Union Européenne est faible, divisée, inutile et désarmée, et surtout, plus personne ne peut plus cacher cela.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Airbnb licencie 25% de ses employés dans le monde

Plus rien ne va pour Airbnb qui vient d'annoncer le licenciement d'un quart de ses employés dans le monde.

Les prévisions de revenus de la plateforme de location entre particuliers pour 2020 sont « de moins de la moitié » de ceux générés en 2019. En plus des 1 900 licenciements, la société va également faire une pause dans ses investissements.

C'est logique.

Avec 5 milliards de personnes dans le monde en confinement ou qui subissent des restrictions très fortes de déplacements, le tourisme et les escapades aussi bien personnelles que touristiques sont désormais devenues presque impossibles.

« Nous traversons collectivement la crise la plus douloureuse de notre vie », a déclaré dans un mémo publié sur le site du groupe Brian Chesky, cofondateur de la plateforme de réservation de logements. Airbnb « a été durement touché » par l'épidémie qui a mis un coup d'arrêt aux voyages dans le monde entier, avec des prévisions de revenus pour cette année « de moins de la moitié » de ceux générés en 2019, a-t-il ajouté.

Pour faire face à la crise, l'entreprise a déjà levé 2 milliards de dollars et réduit les coûts dans tous les secteurs, a affirmé Brian Chesky. Mais la plateforme est confrontée à deux « dures réalités : nous ne savons pas quand les voyages reprendront et quand ils l'auront fait, ce sera différent », a-t-il expliqué pour justifier ces près de 1 900 licenciements.

Le groupe comptait 7 500 salariés dans le monde, et c'est l'une des plus brillantes réussites entrepreneuriales de ces dernières années, Airbnb ayant tout simplement révolutionné la manière de concevoir l'hébergement touristique.

Charles SANNAT

Vive les faillites, la mort sociale des propriétaires des entreprises inefficaces c'est la vie.

Bruno Bertez 6 mai 2020

Le capitalisme sans les faillites, c'est la religion sans l'enfer.

Les faillites sont vitales pour que le système ne devienne pas pervers.

Le serpent ne survit que de sa mue; sans faillite sans sanctions pour les mauvais capitalistes le système ne peut que pourrir et c'est ce qui se passe; les politiques de crédit gratuit et de création de fausse monnaie ont pour fonction d'empêcher les faillites et de faire léviter les zombies.

Quand un salarié échoue, il perd son emploi.

Quand un capitaliste échoue il perd le droit de prélever sur le travail vivant des autres.

Vive les faillites, la mort du capital inefficace c'est la vie.

Lisez l'échange ci-dessous.

Les règles du jeu doivent être symétriques.

Remember Washington Mutual, the largest bank failure in U.S. history? The chaos it caused?

No. No you don't.

Properly done, corporate bankruptcies, and even bank failures, simply wipe out stockholders and subordinated bondholders. The company doesn't fire its employees. Depositors don't lose a cent. The products of the company continue to be produced. What happens is that the bankrupt entity, relieved of part of its subordinated balance sheet obligations, is sold to an acquirer or recapitalized, and then everything moves on. Corporate failures are mostly packaged restructurings.

“ When company fails it does not generally fire its employees. It goes through a packaged bankruptcy. The people who get wiped out are those that own unsecured debt and equity, and by the way, those are the rules of the game.

– *Chamath Palihapitiya*

Quelles ont été les différentes réponses fiscales à l'effondrement économique qui est en cours

Bruno Bertez 6 mai 2020

Quelles ont été les différentes réponses fiscales aux retombées économiques actuelles? Trouvez un aperçu dans notre ensemble de données régulièrement mis à jour par Brueghel

On voit tout de suite qu'en Europe, « certains sont plus égaux les uns que les autres ».

	Immediate fiscal impulse	Deferral	Other liquidity/guarantee
Belgium	0.7%	3.0%	10.9%
Denmark	2.1%	7.2%	2.9%
France	2.4%	9.4%	14.0%
Germany	10.1%	14.6%	27.2%
Greece	1.1%	2.0%	0.5%
Hungary	0.4%	8.3%	0.0%
Italy	0.9%	13.2%	29.8%
Netherlands	1.6%	3.2%	0.6%
Portugal	2.5%	11.1%	5.5%
Spain	1.1%	1.5%	9.1%
United Kingdom	4.5%	1.4%	14.9%
United States	9.1%	2.6%	2.6%

La dette américaine vient de dépasser les 25 trillions

Bruno Bertez 6 mai 2020



La dette américaine vient de dépasser les 25 trillions soit 116% du GDP. il fut un temps ou tous les experts disaient qu'à partir de 100% c'était la crise assurée...



Charlie Bilello ✓

@charliebilello



US National Debt as % of GDP...

1970: 35%

1975: 32%

1980: 31%

1985: 40%

1990: 52%

1995: 65%

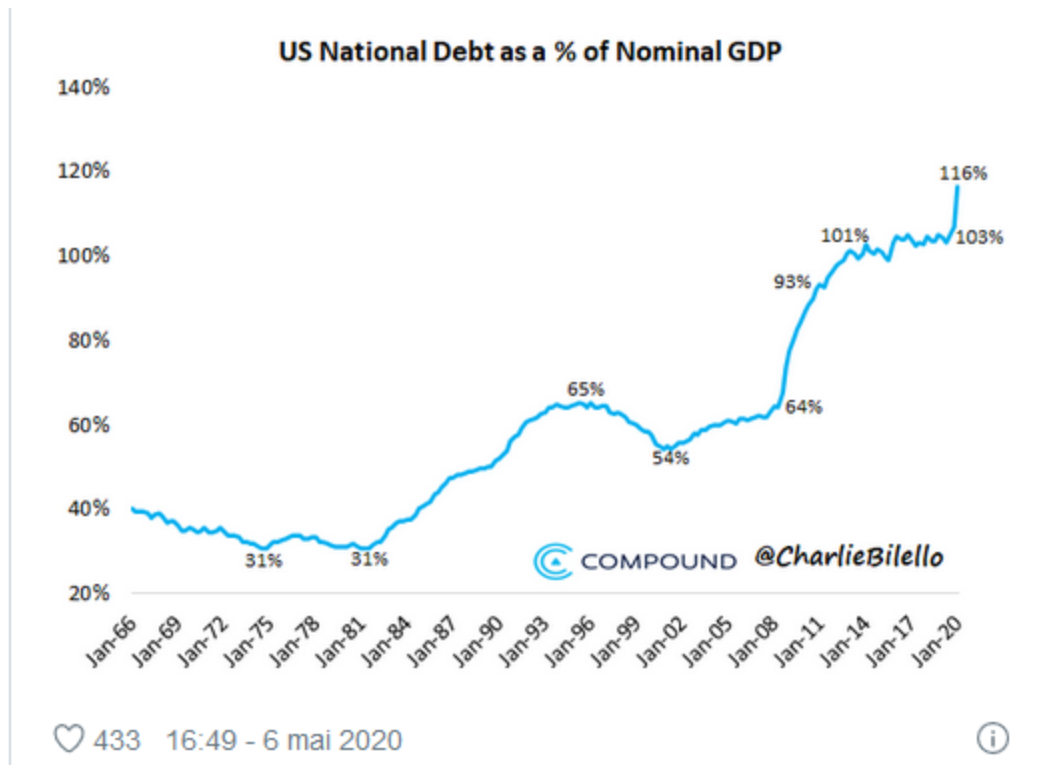
2000: 58%

2005: 61%

2010: 87%

2015: 101%

Today: 116%



Les GAFAM rendent 95% des valeurs du S&P500 parfaitement inutiles...

rédigé par [Philippe Béchade](#) 7 mai 2020

Wall Street est parvenu ce mercredi 6 mai à entretenir l'illusion d'une résilience inexpugnable en affichant crânement une progression de +0,5% à +1% dès les premiers échanges.

La Bourse américaine est devenue plus hésitante à mi-séance, mais arborant toujours un biais positif.

Mais au cours des 90 dernières minutes, c'est le biais baissier qui l'a emporté -et très nettement en toute fin de séance- avec un [Dow Jones](#) en repli de -0,9%, un [S&P500](#) en baisse de -0,7%... mais **le [Nasdaq](#), plus que jamais en lévitation, continue de surperformer, de façon insolente, avec un gain de 0,5% au final.**

Deux heures auparavant, le Nasdaq caracolait avec une hausse de +1,2%, à proximité de ses meilleurs niveaux de fin avril (8 920 les 29 et 30 avril) et se retrouvait à 10% des records absolus du 19 février (9 820 en clôture, 9 838 en intraday).

L'année 2020 se résumerait donc à une correction anodine de -10%, après une hausse de +59,5% en 14 mois (depuis un plancher de 6 200 fin décembre 2018).

En réalité, la structure de l'indice se déforme spectaculairement à mesure que le ramassage des [FAANG](#) et des [GAFAM](#) se poursuit obstinément : leur incidence sur le [Nasdaq100](#) mais également le S&P500 devient complètement disproportionnée, carrément écrasante.

Les GAFAM + Netflix, c'est désormais 25% du S&P500, et près de 40% du Nasdaq100.

C'est surtout 120% de la performance annuelle du Nasdaq100 (+3% environ), ce qui signifie que les 95 autres titres vous font perdre du temps et de l'argent cette année... comme 95% des valeurs du S&P500 d'ailleurs.

Un simple graphique vaut d'ailleurs mieux que 100 démonstrations : voici la performance des FAANG, la quintessence des valeurs de croissance, depuis mi-2014 (fin du dernier QE officiel de la FED).



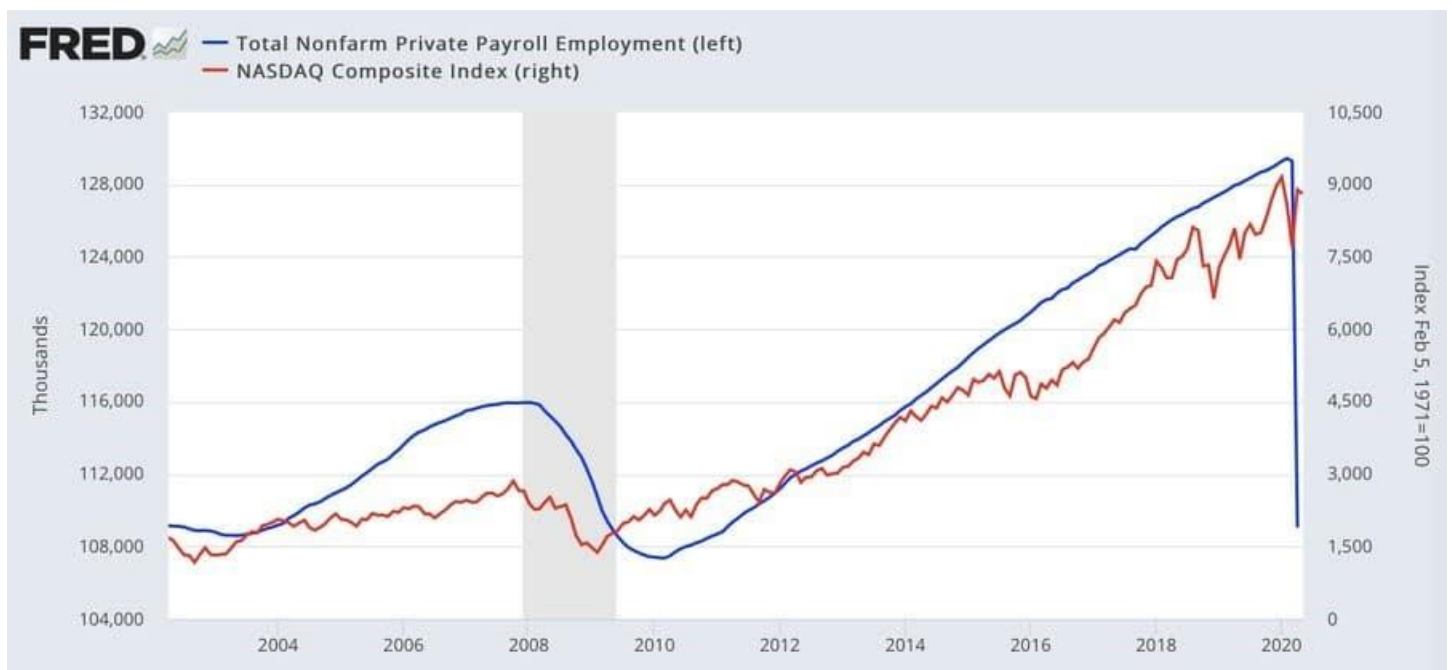
Et un instantané des meilleurs performeurs à l'entame de la séance du 5 mai 2020.

Leaders			
	Name	Price	% Chg
1.	Microsoft...	181.65	+1.57%
2.	Apple Inc	297.95	+1.63%
3.	Alphabet ...	1358.09	+2.66%
4.	Facebook...	209.43	+2.03%
5.	Alphabet ...	1358.35	+2.38%
6.	Amazon.c...	2336.34	+0.88%
7.	Mastercar...	276.38	+2.64%
8.	Visa Inc	179.71	+2.02%

Voici maintenant le S&P500 « value », composé majoritairement de valeurs qui distribuent de solides dividendes :



Et voici maintenant le Nasdaq comparé à la variable « emploi » :



L'enquête mensuelle d'ADP qui dévoile un chiffre jamais vu : 20,236 millions d'emplois perdus dans le secteur privé au mois d'avril.

Enfin, pour remettre les GAFAM et le [CAC40](#) en perspective, voici une petite comparaison de leurs capitalisations au 31 décembre 2019 et au 6 mai 2020 :

Capitalisations au 31 décembre 2019 :

- [Microsoft](#) : 1.200 milliards \$
- CAC40: 2.000 milliards \$

À la clôture du 6 mai 2020 :

- Microsoft: 1.390 milliards \$ (juste devant Apple avec 1.320Mds\$)
- CAC40: 1.387 milliards €

Vous vous y êtes presque laissés prendre : la capitalisation du CAC est de 1.500Mds\$

Celle des GAFAM de 5.430Mds\$ + Netflix (190Mds\$) + Nvidia (180Mds\$) = 6.000Mds\$

Autrement dit : les 7 leaders du Nasdaq-100 pèsent 4 fois le CAC40...

Une annonce de la Maison Blanche a t-elle une validité dépassant 48H ?

Washington met un petit peu d'eau dans son vin concernant l'accusation de propagation du Covid-19 depuis le laboratoire P-4 de Wuhan en reconnaissant ne "pas avoir de preuve formelle".

Donald Trump fait également machine arrière toute sur la fermeture de la cellule de suivi du coronavirus (annoncée la veille) en affirmant qu'elle restera en activité sans horizon de temps ("*indefinitely*").

Combien de volte-face la Maison Blanche va t'elle encore enchaîner d'ici la mi-mai ?

Comment les marchés peuvent-ils faire des projections à plus de 48H ?

Le Nasdaq gagne 1,2% après publication des derniers chiffres de l'emploi aux Etats-Unis

Rien de tel qu'un bon "moins pire que prévu" pour redonner un coup de fouet aux indices américains, et notamment au plus résilient d'entre eux, le Nasdaq, qui adressait un coup de chapeau de +1,2% aux chiffres de l'emploi dans le secteur privé dévoilés par ADP.

Il permettent de mesurer à quel point il est logique de voir le Nasdaq renouer avec ses niveaux du 31 décembre 2019 : en 4 mois, ce sont près de 20 millions d'emplois perdus (car il faut bien tenir compte des créations de janvier et février).

Sur le seul mois d'avril, le secteur privé américain a détruit 20,236 millions d'emplois (ou 20 236 000 jobs), un chiffre "moins pire" que le consensus des économistes qui s'attendaient à 21 millions de destructions d'emplois.

Dans le détail, 6 millions d'emplois ont été détruits dans les entreprises de moins de 50 salariés, 5,3 millions dans les entreprises de 50 à 499 salariés et 8,9 millions dans les grandes entreprises (celles qui font partie du Russell2000 et S&P500).

Toute la question porte sur combien de ces 20 millions de citoyens retrouveront un emploi d'ici fin 2020 : si c'était 66%, ce serait déjà un résultat très encourageant.

Le Nasdaq valide déjà l'hypothèse que ce sera 100%, comme le "permabull" James Bullard de la FED... dans son monde virtuel de liquidités illimitées apparemment !

Le grand mythe des "petits gouvernements".

Brian Maher 5 mai 2020 The Daily Reckoning

"À ce stade," dit un éditorial du New York Times, "même de nombreux républicains reconnaissent que l'ère des petits gouvernements est révolue."

Nous n'avons aucun doute sur ce point. Mais comment une ère peut-elle se terminer... si elle n'a jamais commencé ?

Aucun républicain, dans la pratique actuelle, n'a vécu un seul jour à l'époque des petits gouvernements.

Pour en visiter un, il doit d'abord monter dans un engin temporel...

Il doit ensuite tourner les boutons après la Grande Récession, après le Patriot Act et la guerre contre le terrorisme, après les déficits croissants des années 1980, après les fusils et le beurre des années 1960, après le New Deal, après la Première Guerre mondiale... jusqu'en 1900 peut-être.

Une véritable ère de petits gouvernements

En 1900, les dépenses publiques totales représentaient moins de 3 % du produit intérieur brut.

La portée du gouvernement était si courte... qu'elle frôlait à peine le citoyen individuel.

Cet état de quasi-nirvana a existé pendant les 17 années suivantes. Puis M. Wilson a fait traverser l'océan aux donjons... et les a envoyés dans les tranchées.

En 1917, les dépenses gouvernementales - là encore, en pourcentage du PIB - ont grimpé de près de 20 %.

Mais les garçons ne tardèrent pas à rentrer chez eux. Les canons étaient pointés, les flottes mises en réserve, les épées battues en socs de charrues.

L'Amérique pouvait revenir à son activité principale, les affaires. Le pendule n'est jamais revenu complètement à son niveau d'avant-guerre. Mais, en toute justice, il est revenu. En 1929, le pourcentage des dépenses publiques par rapport au PIB était de nouveau inférieur à 4 %.

Même lors de la dépression qui a suivi et qui a entraîné des dépenses délirantes, il n'a jamais dépassé 11 %.

Pas de retour en arrière

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce chiffre atteignait 45 % - l'arsenal de la démocratie n'était pas bon marché.

La guerre chaude s'est terminée, heureusement. Mais une guerre froide a commencé. Et le New Deal était désormais rivé à la vie américaine. Il n'y avait pas moyen de l'arracher.

Le petit gouvernement était bel et bien mort.

La Grande Société est passée plus tard pour pelleter de la terre supplémentaire sur sa tombe.

Il n'existe donc pas d'ère récente de petit gouvernement. On peut aussi parler de l'ère récente des modèles T, des télégraphes - ou de l'argent honnête.

Les dépenses publiques en pourcentage du PIB se sont élevées en moyenne à environ 20 % depuis 1980. C'est-à-dire qu'elles ont atteint en moyenne les niveaux de la Première Guerre mondiale.

Ce chiffre a parfois été plus élevé. Il a parfois été inférieur. Mais 20 %, c'est à peu près la même chose.

Maintenant, il faut mélanger les dépenses des États et des collectivités locales. Vous constaterez que les dépenses publiques totales avoisinent actuellement les 40 % du PIB.

Mais même ces chiffres peuvent bientôt paraître désuets...

Un déficit de 4,2 billions de dollars cette année

Le PIB se contracte actuellement à un rythme effréné, tandis que les dépenses publiques augmentent à un rythme tout aussi effréné.

La conséquence naturelle est un pourcentage de dépenses par rapport au PIB beaucoup plus élevé.

Le Bureau du budget du Congrès prévoit que le déficit fédéral de cette année s'élèvera à 3 700 milliards de dollars... ce qui éclipse largement la projection d'un billion de dollars d'avant la pandémie.

Mais Brian Riedl, membre senior du Manhattan Institute, estime le chiffre réel à 4,2 billions de dollars :

Mes modèles estiment que le déficit du budget fédéral de 2020 - rien que le déficit - dépassera 4,2 billions de dollars...

Le CBO prévoit que les quatre premières factures de réponse aux coronavirus ajouteront 2,2 billions de dollars au déficit de cette année. La partie restante du déficit est constituée par les effets économiques et techniques de l'arrêt de l'économie - les coûts non législatifs tels que la diminution du nombre de travailleurs payant des impôts et l'augmentation du nombre de personnes s'inscrivant aux prestations de chômage et de Medicaid. Cette analyse suppose que ces coûts s'élèvent à environ 1 000 milliards de dollars (ce qui porte le déficit total à environ 4 200 milliards de dollars)...

Un déficit de 4,2 billions de dollars représenterait près de 20 % de l'économie américaine - une véritable énormité :

Le déficit budgétaire de 4,2 billions de dollars représenterait 19 % de l'économie - la part la plus importante de l'histoire américaine, en dehors du pic de la Seconde Guerre mondiale, et le double du niveau de 2009 pendant la Grande Récession.

La voie à suivre ne promet guère de salut, estime M. Riedl :

Même si l'économie se redresse rapidement après la réouverture, le déficit budgétaire prévu approchera encore les 2,2 billions de dollars l'année prochaine et ne passera plus jamais sous les 1,3 billion de dollars.

Combiné aux coûts croissants de la sécurité sociale et de l'assurance maladie, le déficit atteindra 2 600 milliards de dollars d'ici 2030 et continuera à augmenter par la suite.

Sur l'ensemble de la décennie, la récession due au coronavirus devrait ajouter près de 8 000 milliards de dollars à la dette nationale, ce qui portera la dette publique à 41 000 milliards de dollars en dix ans, soit 128 % de l'économie. Cela dépasserait la dette nationale au plus fort de la Seconde Guerre mondiale. Bien que cette guerre se soit terminée avant que la dette ne puisse augmenter davantage, les déficits croissants de la sécurité sociale et de l'assurance-maladie continueront d'augmenter la dette actuelle.

Le but des républicains

Les anciens républicains n'avaient qu'un seul but : réduire à la fois les impôts et les dépenses.

Ils protégeaient assez bien le Trésor public. Et vous pouviez leur confier la bourse de la nation.

Mais ces républicains ne sont plus.

Ils ont abandonné leur poste il y a des années, ont ouvert la bourse... et se sont fait élire.

Ils n'ont plus travaillé pour limiter les dépenses mais pour les canaliser à leur façon, pour beurrer leurs propres circonscriptions.

Ils se sont assis aux pieds de M. Arthur Laffer, avec sa célèbre courbe. Ils ont ainsi découvert qu'ils pouvaient dépenser comme les démocrates - tout en taxant comme les républicains.

Ils ont appelé la vieille religion fiscale "l'économie canalaire".

Les déficits n'ont pas d'importance, tel était le nouveau catéchisme.

Seule une poignée de républicains de l'ancien style résiste aujourd'hui. Mais leur propre parti les considère comme des nuisances.

Ils sont comme des policiers qui font une descente dans un bordel - et ils en sont mécontents pour la même raison.

Pourtant, nous avons une certaine sympathie pour les bordels, pour les pécheurs...

Le "petit gouvernement" est ennuyeux

Le terme "petit gouvernement" est aussi creux qu'une cruche. Comment le définir au XXI^e siècle ?

On peut peut-être comparer le terme "petit gouvernement" à la définition de la pornographie donnée par le juge Potter Stewart de la Cour suprême - on le sait quand on le voit.

Nous ne la voyons pas. Et vous ?

En outre, c'est un horrible slogan de marketing. Vous ne voudriez pas vendre des "petites administrations" pour gagner votre vie.

Il est plus terne que l'eau de vaisselle la plus ennuyeuse... et moins inspirant qu'une conférence d'Alan Greenspan.

De plus, le "petit gouvernement" est une doctrine défensive. Il s'y accroche. Mais aucune défense statique ne peut tenir éternellement contre les assauts incessants du "progrès".

Qui marche vers le "petit gouvernement" ?

Il y a eu deux grands orateurs de l'Antiquité. Le Romain Cicéron était l'un, le Grec Démosthène l'autre.

"Quel grand discours", disaient les gens quand Cicéron parlait. Mais qu'ont dit les gens quand Démosthène a parlé ?

"Marchons".

Très peu de gens marchent pour un petit gouvernement. Ils peuvent l'applaudir, poliment. Ils peuvent hocher la tête consciencieusement.

Mais peu marcheront.

Beaucoup marcheront - cependant - pour "Les soins de santé pour tous" ou "Sauvons la planète" ou "L'égalité maintenant".

Ce sont des cris qui réveillent le sang. Ils font monter l'adrénaline. Ils nous rallient aux couleurs... et nous incitent à nous engager.

Ils nous inspirent à marcher.

Nous pourrions bien finir par tomber d'une falaise si les tendances actuelles ne s'inversent pas. Nous ne sommes pas sûrs qu'ils le feront.

Nous sommes pleins d'espoir - mais pas confiants. Pourtant, nous sommes confiants :

Le "petit gouvernement" n'est pas un élément de l'avenir de l'Amérique...

Devrions-nous nous taire ?

rédigé par [Bill Bonner](#) 7 mai 2020

Si Donald Trump est incapable de « rendre sa grandeur à l'Amérique »... et si une récession est en chemin... faut-il rester muet ? Faut-il rester sans rien faire ? Au nom de quoi ?

Alors qu'il était encore candidat à la présidence américaine, M. Trump a déclaré que le marché boursier était « une grosse bulle bien moche ». Il avait raison. Et puis... une fois en poste... il en a fait SA bulle... et a mis la pression sur la Fed pour qu'elle la rende encore plus grosse et encore plus moche.

Si vous vouliez vraiment « rendre sa grandeur à l'Amérique », vous voudriez un déficit qui ressemble plus à celui d'Eisenhower que celui d'Obama.



Eisenhower avait pris des mesures sérieuses pour contraindre le budget de 1960 à devenir un surplus de 301 millions de dollars. M. Trump n'est pas Eisenhower ; il a pris les 665 Mds\$ du déficit d'Obama... et les a quasiment doublés... avant même que le coronavirus ne frappe !

Une immense déception

Le marigot, le *Deep State*, les lobbyistes, les parasites, les compères... tous se nourrissent à la même auge. Ainsi, si l'on veut sérieusement rendre sa grande à l'Amérique, la première – et quasiment la seule – chose que l'on puisse faire, c'est mettre tous ce petit monde à la diète.

Tout le reste – le mur, les guerres commerciales, l'*impeachment* et maintenant le Covid-19 – n'est qu'une distraction dangereuse et coûteuse.

En tant que chef de l'exécutif, vous pourriez exiger un budget équilibré, comme l'a fait Eisenhower. Si le Congrès n'obéissait pas, vous mettriez un veto à ses dépenses... le forçant à outrepasser vos instructions.

Le *New York Times* et le *Washington Post* pousseraient des cris d'orfraie ! Les lobbyistes hurleraient ! Paul Krugman, Larry Summers, Joseph Stiglitz – tous les grands noms de l'économie friserait la crise d'apoplexie. Ce serait délicieux d'y assister.

Mais cela n'a pas eu lieu. A la place, M. Trump a poursuivi les politiques de W. Bush et d'Obama. Il a poussé la Fed à réduire les taux... et il a augmenté le déficit.

A présent, confronté au coronavirus... et à la perspective de perdre les prochaines élections... il offre de renflouer, subventionner et relancer quasiment tout.

Et donc, [en réponse à nos lecteurs](#), nous ne détestons pas Donald Trump. Il est profondément ignorant et balourd. Il n'a apparemment ni classe ni principes. Mais par-dessus tout, il est une immense déception. Nous espérons qu'il changerait vraiment la donne.

Au lieu de cela, tout tourne autour de Trump. Il cherche la bagarre, bombe le torse, boude... et laisse les carriéristes du *Deep State* aux commandes. Il serait bien incapable de « rendre sa grandeur à l'Amérique » parce qu'il n'a jamais compris ce qui faisait la grandeur du pays.

Nous ne le « détestons » pas du tout. Nous le méprisons simplement... comme nous méprisons tous les autres empêcheurs de tourner en rond, beaux parleurs à la grosse tête et qui croient tout savoir.

Ceci dit, nous sommes pour le mépris équitable. Nous méprisons Hillary Clinton, Joe Biden, Bernie Sanders... et toute la compagnie de brasseurs de sottises.

Égalité des chances ?

Et qu'en est-il de [l'affirmation de notre lecteur James C.](#), hier, selon qui Trump a « égalisé les chances » ? Nous n'en voyons pas la preuve. Nous ne voyons pas non plus, considérant les manœuvres politiques de Trump, comment ce serait possible.

[Les riches sont devenus plus riches](#) durant les années Trump. La réduction d'impôts de 2017 l'a pratiquement garanti. Idem pour la bulle boursière de Trump, toujours plus grosse...

Les riches doivent leur récente fortune non pas à des augmentations du PIB – qui sont restées modestes, sous la barre des 3% – mais à la hausse du marché boursier. 84% des actions aux mains des Américains appartiennent aux 10% les plus riches. A mesure que les cours grimpent, en gros, leur richesse aussi.

Le Dow a grimpé de plus de 11 000 points à partir du jour où Trump a gagné l'élection – jusqu'à atteindre un sommet en janvier. Même maintenant, après le plongeon dû au confinement, les riches ont encore plus de 30% de gains.

Et les classes moyennes ? Leurs salaires n'ont que légèrement grimpé avant le virus... et maintenant – alors que de vastes pans de l'économie sont sous cloche – ils se sont effondrés.

Nous ne voyons pas comment on pourrait qualifier cela d'« égalisation des chances ». Une chose est sûre en tout cas, cela ne signifie absolument pas que « les classes moyennes s'en mettent plein les poches ».

Elles perdaient du terrain, par rapport aux riches, avant que le virus ne frappe. A présent, elles perdent du terrain en termes absolus également.

Le malheur des autres

Mais l'accusation la plus curieuse de James est la dernière. Pense-t-il vraiment que nous aurions dû nous taire au lieu d'avertir : « Récession ! Récession ! Récession » ? Pense-t-il que nous ne devrions pas vendre les actions si nous anticipons leur baisse ?

Attendez un peu. James pense aussi que nous faisons des profits en achetant des actions et en « gagnant de l'argent sur le malheur des autres ». Comment est-ce possible ?

Si un homme veut désespérément vendre sa maison, faut-il ne PAS l'acheter ? En quoi est-ce que ça l'aiderait ?

James pense-t-il que les malheurs des autres seront soulagés si nous ne voyons PAS leurs malheurs arriver, si nous ne les prévenons PAS et si nous n'achetons PAS d'actions au plus bas d'un marché baissier ?

Est-ce qu'ils iraient mieux – les sans-abri, les pauvres, les sans-emploi – si nous les rejoignons dans leur malheur ?

Nous avons du mal à comprendre le raisonnement de James. Mais peut-être a-t-il raison ; peut-être que tous nos critiques ont raison. On ne sait jamais. Beaucoup de gens pensent que Krugman, Stiglitz et Bernanke sont des génies aussi. Ainsi que Trump.

Nous nous sommes trompés sur beaucoup de choses, au fil des ans. Peut-être que nous nous trompons encore.

Peut-être aussi que ce n'est qu'une question de temps avant que James se voie attribuer le prix Nobel d'économie... ou au minimum un fauteuil au conseil de la Réserve fédérale...

... Tandis que nous fouillons les poubelles de Buenos Aires à la recherche d'un croûton de pain rassis.